

09

Rapport annuel

4	LA SOCIÉTÉ
4	Message du Président du Conseil de surveillance
6	Entretien avec Olivier Millet
8	Solidité et croissance de l'ANR à 107,8M€
10	Indicateurs financiers / boursiers
12	Portefeuille – Chiffres clés – Commentaires
14	La stratégie (face au marché, Observatoire du LBO ²)
16	Présentation de l'équipe de gestion d'OFI Private Equity
19	RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE
21	Actionnaire responsable d'entreprises responsables
25	Engagements d'actionnaire
32	Reporting extra-financier
47	Notation extra-financière
51	RAPPORT D'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES ASSOCIÉES
52	DESSANGE International
56	Léon de Bruxelles
60	IMV Technologies
64	Gault & Frémont
68	Groupe Financière de Siam
70	Fondis Electronic
72	Mors Smitt
73	Crédirec
74	Groupe BFR
75	Axson Technologies
77	RAPPORT FINANCIER
78	Compte de résultat consolidé
80	Bilan consolidé
83	Perspectives

Sommaire

*OFI Private Equity est le gérant de la société d'investissement OFI Private Equity Capital, société d'investissement cotée sur NYSE Euronext Paris (code OPEC).

Ce rapport annuel a été imprimé sur papier Cocoon 100 % recyclé, dans une imprimerie certifiée Imprim'vert et Print'environnement.



“
**OFI Private Equity
 Capital a renforcé
 sa démarche
 en matière
 de développement
 durable, véritable
 gage de sérieux
 et de pérennité
 pour l'actionnaire
 qui recherche
 une approche autre
 que le court terme”**



**Roger Iseli,
 Président du Conseil
 de surveillance
 d'OFI Private Equity Capital**

© Alexandre Giraud



Chers Actionnaires,

Si les effets de la crise économique et financière ont continué à se faire sentir dans le monde tout au long de l'année 2009, nous pouvons en revanche nous réjouir de la bonne tenue de l'activité des entreprises dont OFI Private Equity Capital est actionnaire. Nous avons pu vérifier à cette occasion la capacité de résistance du modèle économique mis en œuvre.

Ce résultat est d'autant plus mérité qu'OFI Private Equity Capital est le porte-étendard d'une conception durable du private equity, une activité parfois décriée aujourd'hui mais qui, employée à bon escient, se révèle créatrice de valeur pour les entreprises à qui elle peut apporter des moyens (financiers, stratégiques ou humains) difficilement accessibles autrement.

Notre approche en matière d'investissement s'appuie sur quelques facteurs fondamentaux qui nous sont particulièrement chers : aider des PME à se développer pour franchir de nouveaux caps, en les accompagnant de manière juste et équitable. Toutes les opérations menées le sont dans la plus grande transparence et bénéficient d'une gestion sociale positive. Cette démarche sous-tend une vision globale de la vie des entreprises assortie d'une intention de partage de valeurs avec l'ensemble des parties prenantes (clients, actionnaires ou salariés).

De cette vision de l'investissement responsable mené sur le long terme se forme un cercle vertueux créateur de valeur. Certes, le rendement à court terme est important – et le Conseil de surveillance a d'ailleurs proposé à l'Assemblée Générale le maintien, comme en 2008, d'un dividende de 0,27 € par action – mais une vision à plus longue échéance produit bien davantage.

C'est dans cette logique qu'OFI Private Equity Capital a renforcé sa démarche en matière de développement durable, véritable gage de sérieux et de pérennité pour l'actionnaire qui recherche une approche autre que le court-termisme. La qualité des entreprises du portefeuille, leur bonne gestion et leur capacité de résistance à la crise sont d'ailleurs les meilleures preuves de l'intérêt d'une telle démarche.

Après 2009, année de consolidation et de renforcement des fondamentaux des entreprises, 2010 verra sans doute la reprise du cycle des investissements. Les opportunités de croissance ne devraient pas manquer, que ce soit pour les sociétés dont OFI Private Equity Capital est déjà actionnaire ou pour de nouveaux investissements. Nul doute que la stratégie différenciante mise en œuvre et le professionnalisme reconnu de l'équipe d'OFI Private Equity convaincront nombre d'entreprises de venir partager notre confiance en l'avenir.

Roger Iseli



Entretien avec
**OLIVIER
MILLET,**
Président
du Directoire
d'OFI Private
Equity

6.//

— **2009 est une année de crise, mais votre Actif Net Réévalué (ANR) progresse.**

À périmètre constant et malgré les circonstances, notre ANR progresse de plus de 6,7 % à 17,5 euros par action. C'est une grande satisfaction. Nous récoltons les fruits du travail entrepris il y a quatre ans : nous sommes partis d'une page blanche et avons établi une stratégie en phase avec l'environnement économique. Cela s'est traduit par des investissements dans des entreprises solides, souvent leaders sur leur marché, avec un degré d'endettement conservateur et une exigence de transparence. Le tout dans une logique de long terme, OFI Private Equity Capital étant une entreprise cotée et non pas un fonds qui par nature ne peut pas détenir très longtemps ses participations. Nous avons une vision de l'ordre de cinq à dix ans, donc davantage patrimoniale et industrielle que financière. Nous sommes, en quelque sorte, en train de reconstruire le modèle des holdings diversifiées d'il y a quelques années et donnons ainsi accès aux investisseurs, institutionnels comme privés, à de très belles PME peu ou pas accessibles autrement.

— **Quel a été votre rôle auprès des entreprises ?**

L'année 2009 n'était pas propice à de nouvelles prises de participations car les entreprises étaient confrontées à des problématiques de valorisation et de maintien de leur activité. Pour autant, l'activité n'a pas manqué. Nous avons soutenu les sociétés de notre portefeuille dans leurs réflexions et leurs actions face à la crise. Nous sommes un actionnaire actif et responsable d'entreprises autonomes qui ont toutes comme points communs une vision positive de leur avenir et une grande orthodoxie financière ainsi qu'une démarche volontaire en matière de développement durable.

— **Comment traversent-elles la crise ?**

Nous ne nous sommes pas trompés sur nos choix et la crise en est un excellent juge. Sur les dix sociétés de notre portefeuille – qui réalisent en tout plus de 450 M€ de chiffre d'affaires – seules deux n'ont pas respecté tous leurs covenants bancaires, dont un cas a été résolu rapidement avec les établissements financiers. Ceci est notamment dû à leur faible effet de levier, en moyenne 3 fois l'EBITDA. Elles

ont certes souvent enregistré un frein ou un recul de leur activité, mais en maintenant très bien leur rentabilité avec un EBITDA de l'ordre de 17 %. Sur ces dix entreprises, une seule représentant 4 % de notre patrimoine a réellement été fragilisée. Ce qui explique la robustesse de notre ANR.

— **Malgré cette solidité de fond, la décote demeure élevée.**

C'est vrai, notre décote est importante, notamment au regard des indices boursiers comparables. La forte correction du marché boursier en 2009 a particulièrement affecté les petites capitalisations. La méconnaissance de notre profil et notre jeunesse en Bourse (trois ans dont deux de crise) ont de surcroît pesé dans ce sens. Pour autant, le rebond du titre depuis son plus bas, la solidité structurelle de notre ANR et l'écart de décote avec nos concurrents nous rendent confiants pour l'avenir.

— **Comptez-vous distribuer un dividende ?**

Nous avons en effet amorcé une politique de dividende en versant un rendement de 5 % en 2008 et de 4,7 % en 2009, et nous allons poursuivre cette politique active en 2010.

— **Pourquoi investir dans OFI Private Equity Capital ?**

Au-delà de la décote, c'est la garantie de l'accès à de très belles PME, rentables et bien gérées, qui ont souvent beaucoup mieux résisté à la crise que leurs concurrentes. La reprise économique, même modérée, leur sera particulièrement favorable. Nous avons identifié avec elles les sources de croissance et nous pilotons leur avenir à travers des critères financiers et extra-financiers. Nous avons ainsi mis en route une politique de développement durable dans nos entreprises afin de renforcer leur performance sur le long terme. N'oublions pas non plus notre volonté de transparence dans un métier qui est parfois décrié en la matière.

— **Comment voyez-vous l'année 2010 ?**

Nous sommes en ordre de marche pour accompagner nos entreprises dans leurs projets de croissance interne comme externe. Nous avons un positionnement adapté au contexte, avec une expertise très forte pour le développement des sociétés valant jusqu'à 100 M€. Des opportunités intéressantes vont se présenter, sans doute à partir du second semestre 2010.

[Les entreprises de notre portefeuille ont en commun] une vision positive de leur avenir, une grande orthodoxie financière et une démarche volontaire en matière de développement durable.

7.//

SOLIDITÉ ET CROISSANCE DE L'ANR A 107,8M€

Définition de l'ANR

Les comptes consolidés aux normes IFRS publiés par OFI Private Equity Capital sont réalisés par intégration globale des sociétés dans lesquelles elle exerce le contrôle directement ou indirectement dans le cadre de son activité de capital-investissement. Le périmètre ainsi constitué au 31 décembre 2009 comprend les sociétés DESSANGE International, IMV Technologies, Léon de Bruxelles, Siem Supranite et The Flexitallic Group Inc, Gault & Frémont, Fondis Electronic, ainsi que leurs filiales et leurs holdings d'acquisition respectives, et les FCPR OFI PEC 1 et OFI PEC 2. Les comptes consolidés intègrent donc à 100 % les valorisations comptables des sociétés dans lesquelles les investissements ont été réalisés.

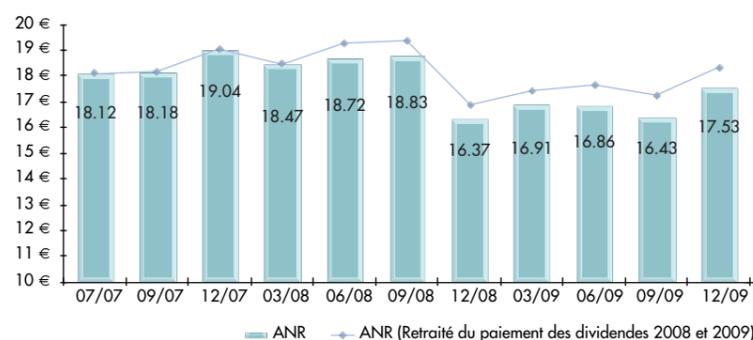
Afin de permettre une plus grande lisibilité et comparabilité des comptes, OFI Private Equity Capital publie trimestriellement un Actif Net Réévalué (« ANR »), un indicateur financier qui reflète la performance de la société d'investissement en montrant la valorisation des investissements en capital et mezzanine. L'ANR est calculé sur la base d'un périmètre restreint en intégrant seulement la société OFI Private Equity Capital et les FCPR OFI PEC 1 et OFI PEC 2, les participations étant valorisées en instruments financiers en juste valeur. La valorisation des participations suit les recommandations de l'IPEV (International Private Equity Valuation Board), reprises par la plupart des associations européennes du capital-investissement. Cet ANR trimestriel est revu par les Commissaires aux Comptes.

Compte tenu d'un périmètre de consolidation différent, l'ANR n'est donc pas strictement comparable aux comptes consolidés de la société. Le document de référence présente plus en détail la méthodologie de l'ANR.

L'ACTIF NET RÉÉVALUÉ PAR ACTION AUGMENTE DE 7,1 % EN 2009.

Au 31 décembre 2009, l'ANR par action d'OFI Private Equity Capital était de 17,53€. La hausse de l'ANR sur un an s'élève à 7,1 % et 8,7 % en réintégrant le dividende versé en 2009, malgré les conditions de marché dégradées, confirmant ainsi la robustesse des entreprises du portefeuille.

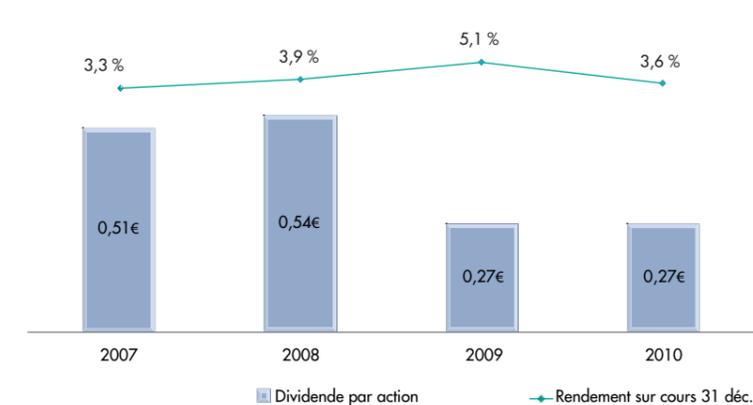
▼ ÉVOLUTION DE L'ANR PAR ACTION DEPUIS 2007 :



UNE POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES RÉGULIÈRE

Depuis sa création, OFI Private Equity Capital a favorisé une stratégie alliant une forte création de valeur intrinsèque à une distribution régulière de dividende. Cette approche est favorisée par une approche équilibrée de l'investissement dans les entreprises, mixant investissement en capital et en mezzanine à rendement régulier.

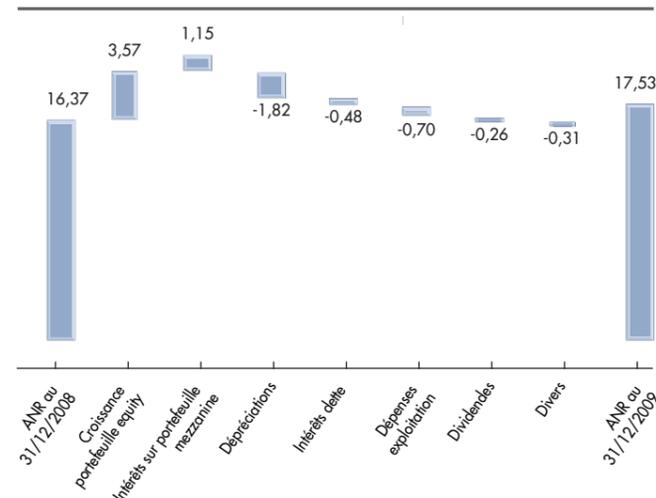
▼ DISTRIBUTION DE DIVIDENDE DEPUIS 2007 :



UNE AUGMENTATION DE L'ANR SOUS L'EFFET DE LA CROISSANCE DU PORTEFEUILLE

L'ANR a augmenté sous l'effet cumulé de la hausse des cours des comparables cotés et de la bonne performance opérationnelle du portefeuille, ainsi que des intérêts perçus sur le portefeuille mezzanine.

▼ VARIATION DE L'ANR PAR ACTION SUR 2009 :



▼ DÉCOMPOSITION DE L'ANR

M€	31/12/2008	31/12/2009
Majoritaires	124,9	139
Minoritaires	11,3	10,3
Total investissements	136,3	149,3
Equity	75,0	85,3
Mezzanine	61,3	64,0
Total investissements	136,3	149,3
Obligations - éch. 2013	-30,1	-30,2
Dette bancaire	-15,1	-15,0
Trésorerie	9,2	9,2
Dette nette	-36,1	-36,0
Minoritaires	-5,3	-5,0
Autres actifs et passifs	2,0	-0,5
ANR	96,9	107,8
Nombre d'actions	5 917 580	6 151 542
Par action	16,37€	17,53€
% variation / 31 déc. 2008		+7,1 %
% variation / 31 déc. 2008 retraité des dividendes distribués		+8,8 %

Questions à...



Elisabeth Auclair

Directeur financier d'OFI Private Equity

— Comment faut-il lire l'évolution de l'ANR d'OFI Private Equity Capital ?

Le portefeuille d'investissement était valorisé à 149,3 M€ au 31 décembre 2009, soit une progression de 9,5 % sur un an, et ce sans nouvel investissement. Après déduction des dettes financières, des minoritaires et des autres actifs et passifs, l'ANR s'élève fin 2009 à 107,8 M€, soit 17,53€ par action, contre 16,37€ un an plus tôt. Cette augmentation est liée à la valorisation du portefeuille equity (un gain de 22 M€, soit 3,57 € par action) et mezzanine (+1,15 € par action), minorée de la dépréciation sur l'investissement Fondis. Le portefeuille des mezzanines a augmenté du montant des intérêts capitalisés, en complément des intérêts cash perçus sur l'année. Cela illustre l'intérêt de la stratégie d'investissement mixte entre equity et mezzanine, dans un objectif mixte de rendement et de sécurité.

— Quel est l'impact de la dette dans le portefeuille ?

La valeur du portefeuille equity progresse en effet au fur et à mesure de la réduction de l'endettement net des participations et, cette année encore, toutes les participations ont continué à rembourser leurs dettes bancaires et mis en œuvre des mesures d'amélioration de leur besoin en fonds de roulement. Les dettes financières portées par OFI Private Equity Capital (les dettes des participations étant sans recours contre OFI Private Equity Capital) comprennent des obligations à échéance 2013 pour 30,2 M€ et une dette bancaire de 15 M€. La trésorerie disponible au 31 décembre 2009 est de 9,2 M€. La dette nette est ainsi restée stable à 36 M€, alors que la valeur de notre portefeuille et de notre ANR a progressé.

— Quid des facteurs de progression de l'ANR ?

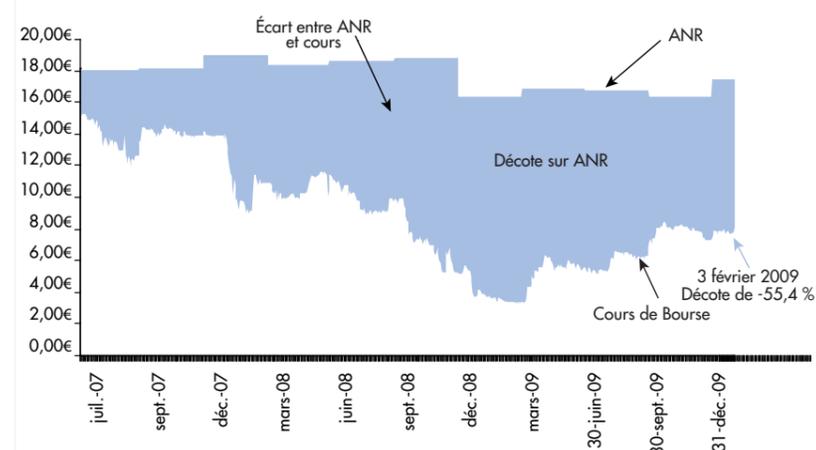
Le portefeuille equity a progressé du fait de la croissance des valeurs d'entreprise. La valorisation des sociétés a bénéficié sur l'année de la reprise des multiples de comparables boursiers et de la croissance de l'EBITDA pour certaines d'entre elles, malgré le contexte économique. La croissance de l'EBITDA des groupes et leur désendettement sont deux moteurs importants de l'amélioration de l'ANR, comme l'illustre déjà la valeur actuelle de notre portefeuille à 149,3 M€, à rapporter à une valeur initiale de 120,9 M€.

INDICATEURS FINANCIERS ET BOURSIERS

UNE DÉCOTE ENTRE ANR ET COURS DE BOURSE EN VOIE DE RÉDUCTION

Comme la plupart des entreprises de sa catégorie, OFI Private Equity Capital a subi avec la crise une décote accrue de son cours de bourse par rapport à son ANR. Celle-ci, après avoir atteint un point d'orgue en mars 2009, a commencé à se réduire sur la seconde partie de l'année pour atteindre 50 % en fin d'exercice.

▼ COURS, ANR PAR ACTION ET DÉCOTE



DES PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION DE LA VALEUR DU TITRE

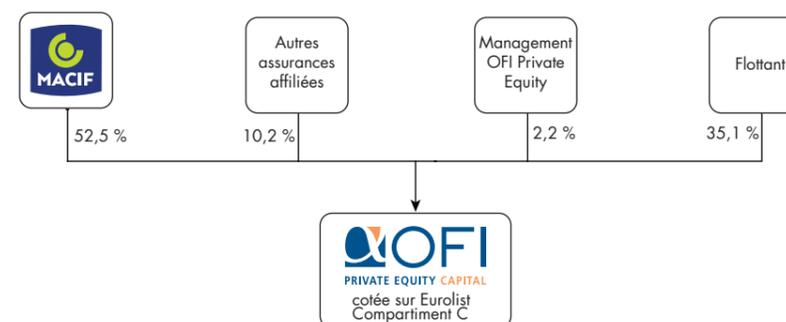
La progression de l'ANR devrait se poursuivre sous l'effet de :

- la reprise des opportunités de nouveaux investissements ;
- l'augmentation des volumes d'activité et de rentabilité des participations. A titre d'illustration, une augmentation de l'EBITDA des participations de 10 % a un effet sur l'ANR de plus de 20 % ;
- la réduction de leur endettement, qui, à valeur d'entreprise constante, augmente la valeur de l'investissement en equity. Une hypothèse de réduction de la dette nette des participations de 10M€ a un effet à la hausse de l'ANR d'environ 10 %.

Au-delà de l'accroissement de l'ANR, la réduction de la décote, notamment par comblement du différentiel avec les sociétés cotées du private equity, aura également un effet à la hausse du cours de l'action. Pour compléter l'illustration, une réduction de la décote de 10 points aurait un impact à la hausse du titre de près de 20 %.

UN ACTIONNARIAT STABLE ET DIVERSIFIÉ

OFI Private Equity Capital bénéficie d'un actionnariat solide constitué autour d'un groupe d'assureurs mutualistes emmené par la Macif, son actionnaire majoritaire. Le management de la société de gestion OFI Private Equity, en charge du développement du patrimoine de la société cotée, est lui-même personnellement investi de manière significative à son capital, ce qui garantit l'alignement d'intérêts avec les actionnaires.



▼ DONNÉES BOURSIÈRES

	31/03/10	31/12/09	31/12/08	31/12/07
Cours au dernier jour	9,1	7,5	5,3	14,0
Cours le plus haut	9,2	8,5	14,2	15,7
Cours le plus bas	7,7	3,3	5,0	12,0
Cours moyen	8,3	5,9	9,5	14,0
Capitalisation boursière en M€	55,9	46,1	31,1	82,8
Volume moyen journalier en nombre de titres	5 201	5 471	3 843	2 631
Place de cotation	Eurolist Compartiment C			
Code ISIN	FR0000038945			
Mnémonique	OPEC			
Nombre d'actions	6 151 542	6 151 542	5 917 580	5 917 580

CHIFFRES CLÉS DU PORTEFEUILLE

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ

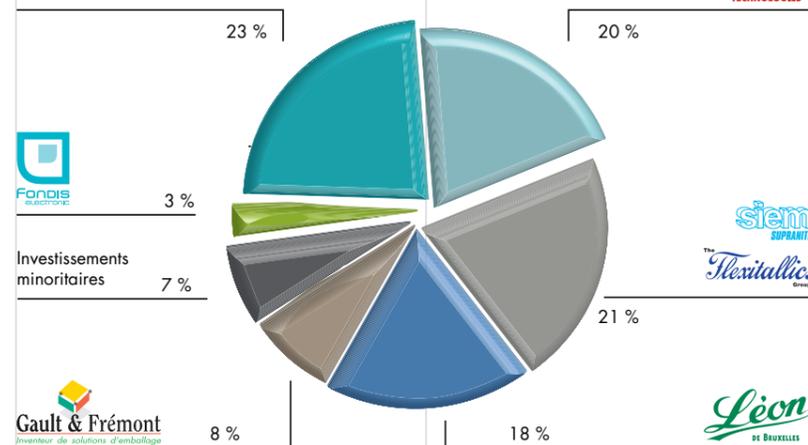
OFI Private Equity affiche un portefeuille de qualité, fondé sur des entreprises leaders sur leur marché et disposant encore d'importantes marges de progression tant par croissance organique que par leur capacité à mener des opérations de croissance externe structurantes. Conformément à la stratégie présentée au marché, la société a mis l'accent sur les prises de participations majoritaires, qui représentent désormais 93 % de son portefeuille.

16,7 % DE MARGE D'EBITDA EN MOYENNE

Les entreprises du portefeuille constituent au final un groupe aux activités diversifiées dont le chiffre d'affaires global approche les 450 M€ (dont 306 M€ pour les seules entreprises détenues majoritairement) et emploie près de 3 600 personnes (2 700 en majoritaire). Cet ensemble est fortement rentable, avec un taux d'EBITDA sur chiffre d'affaires de 16,7 % en 2009, et résistant à la crise puisque ce taux n'a baissé que de 1 point en 2009 (0,8 point pour les participations majoritaires).

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE

DESSANGE



ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES ENTREPRISES ET DES INVESTISSEMENTS

Alors que la valeur des entreprises majoritaires a progressé de 14 % sur un portefeuille d'en moyenne 1,9 an, le multiple de l'investissement OFI Private Equity Capital est de 1,2 x, soit +27,6 M€, auquel il convient de rajouter 3M € d'intérêts encaissés sur investissements mezzanines.

M€	Nombre de sociétés	durée moyenne de détention	Investissement			Valeur d'entreprise		
			Prix de revient	Valeur au 31 déc. 2009	Multiple	Initial	Valeur au 31 déc. 2009	Variation
	6	1,9 an	111,4	139	1,2x	408,4	467,6	14 %
	4	3,6 ans	9,5	10,3	1,1x	122,6	129,6	5 %
	10		120,9	149,3	1,2x	531,0	596,8	12 %
			0	3				
	10		120,9	152,3	1,3x			

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES, DE L'EBITDA ET DES EFFECTIFS

M€	Nombre de sociétés	Réalisé 2008				Réalisé 2009			
		CA	EBITDA	Marge d'EBITDA	Effectif	CA	EBITDA	Marge d'EBITDA	Effectif
	6	328	57	17,4 %	2 283	307	51	16,6 %	2 754
	4	148	27	18,3 %	805	147	25	17,0 %	852
	10	476	84	17,7 %	3 088	454	76	16,7 %	3 606

LA STRATÉGIE

DEPUIS SA CRÉATION, OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL A DÉVELOPPÉ UNE STRATÉGIE INNOVANTE ET RIGoureuse BASÉE SUR UNE LOGIQUE DE PARTENARIAT. OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL DÉPLOIE UNE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT ARTICULÉE AUTOUR DE FONDS PROPRES ET DE QUASI-FONDS PROPRES DE TYPE MEZZANINE. CES INSTRUMENTS, ASSOCIÉS À UN ENDETTEMENT BANCAIRE CORRESPONDANT AU PROFIL DE CASH-FLOW DE L'ENTREPRISE, APPORTENT FLEXIBILITÉ, STABILITÉ ET PÉRENNITÉ.

Qu'il s'agisse d'ouvrir des filiales à l'étranger, de mener à bien des acquisitions transformantes de toutes tailles ou de faire évoluer leur stratégie, l'expérience apportée par l'équipe d'investisseurs d'OFI Private Equity Capital est un réel avantage pour les dirigeants des entreprises filiales. C'est cette valeur ajoutée additionnelle qui va les aider à prendre des parts de marché, se développer, devenir de plus en plus internationales, améliorer leur rentabilité... pour réussir à accroître sensiblement leur valeur.

Cette démarche est appliquée dans une logique de long terme, respectant le rythme de développement des entreprises et des équipes de direction. Cet engagement du respect du cycle de vie de l'entreprise et l'engagement aux côtés de ses dirigeants sont deux valeurs essentielles d'OFI Private Equity Capital, qui figure parmi les pionniers de la mise en place d'une véritable stratégie de développement durable pour son compte et celui de ses participations.

En résumé, OFI Private Equity Capital met l'ingénierie financière au service des projets industriels dans une perspective de croissance durable et donc créatrice de valeur.

[L'Observatoire du LBO²]

Depuis 2006, OFI Private Equity Capital contribue à la bonne compréhension du fonctionnement du capital-investissement en publiant chaque semestre un « Observatoire du LBO secondaire » en partenariat avec Private Equity Magazine. Cet observatoire apporte un éclairage quantitatif et qualitatif sur l'évolution des LBO, mettant notamment en exergue le caractère solide et désormais incontournable de la transmission d'entreprises dont la valeur est comprise entre 15 et 75 M€. La crise économique n'a que faiblement affecté ce segment du capital-investissement, ce qui souligne au passage la solidité du marché visé par OFI Private Equity Capital.

UNE STRATÉGIE CRÉATRICE DE VALEUR

Entreprises rentables et en croissance	Des entreprises ayant démontré la solidité de leur business (capacité de remboursement, systèmes d'information, reporting, gouvernance)
Smallcaps sur des marchés de niche	Des entreprises d'une valorisation de moins de 100M€, leaders sur leur marché de niche, ayant la capacité à valoriser des opérations de croissance
Majoritaire en partenariat avec le management sur le long terme	Une position de majoritaire aux côtés d'un management impliqué en accompagnement sur une période supérieure à 5 ans, et une gouvernance systématique d'OFI Private Equity (contrôle du Conseil de surveillance)
Objectif de rendement et sécurité	Un investissement mixte en fonds propres et quasi-fonds propres / mezzanine (60%/40%)
Valorisation des critères ESG	La valorisation des critères extra-financiers Environnement Social Gouvernance comme éléments de la création de valeur à moyen terme
Rendement pour l'actionnaire	Une politique de distribution de dividendes régulière (0,54€ par action en 2008, 0,27€ par action en 2009, soit un rendement de l'ordre de 5%)



Questions à JEAN-FRANÇOIS MALLINJOUD,

Membre du Directoire d'OFI Private Equity

— Comment analysez-vous l'année 2009 ?

Notre effort a tout particulièrement porté sur la rationalisation des coûts fixes et des besoins en fonds de roulement (BFR) des filiales, sans oublier le soutien régulier que nous apportons lors d'opérations de croissance externe. A titre d'illustration, nous avons été très actifs lors de la prise de contrôle de la Société Bioritech, présente dans le domaine du contrôle de l'eau et intégrée depuis 2009 dans le giron du Groupe Fondis Electronic. Cette acquisition permet de diversifier et donc d'enrichir le business model de Fondis. Malgré la conjoncture, nos entreprises ont d'ailleurs continué à investir. A date, d'autres opérations de croissance externe sont à l'étude.

— Le private equity a été chahuté ces deux dernières années.

Le fait que notre modèle est davantage celui de la holding industrielle diversifiée nous permet de nous inscrire dans une logique industrielle, et pas uniquement financière. Notre statut d'entreprise cotée assure une pérennité des capitaux à nos entreprises, et également une vision à long terme. Au 31 décembre 2009, les participations majoritaires réalisent un chiffre d'affaires de plus de 307 M€ pour un EBITDA de 51 M€. Les différentes sociétés de notre portefeuille emploient près de 2 700 salariés. Notre objectif est de doubler de taille d'ici à 3-5 ans et de servir un rendement annuel moyen sur les investissements de l'ordre de 18 à 25 %, tout en maintenant notre stratégie de développement durable et une politique de dividendes soutenue.

— Cela signifie de nouveaux investissements. Sur quels types de projets ?

2010 s'annonce comme une année de transition. Notre stratégie et notre positionnement sont bons : la résistance de notre portefeuille et la croissance de notre ANR dans une année particulièrement difficile en sont les meilleures preuves. Pour ce qui concerne les nouvelles opportunités, il existe un « stock » de 300 à 400 entreprises détenues par des investisseurs financiers qui n'ont pas pu réaliser de sortie en 2009. Ces entreprises devront connaître une rotation actionnariale dans les années qui viennent. De plus, les échéances prochaines des tranches in fine de dette des millésimes du début de la décennie devraient accélérer ce phénomène. Ce marché représente un flux de 25 à 40 transactions par an sur lesquelles OFI Private Equity Capital se positionnera. Notre expérience dans le domaine des opérations de retrait de la cote avec IMV Technologies et Léon de Bruxelles fait clairement d'OFI Private Equity Capital une référence du small cap et un partenaire de premier choix pour des sociétés souhaitant sortir de l'environnement boursier.

L'ÉQUIPE DE GESTION D'OFI PRIVATE EQUITY

16.//



OLIVIER MILLET,
PRÉSIDENT
DU DIRECTOIRE

Responsable depuis septembre 2005 d'OFI Private Equity, dont il est actionnaire, Olivier Millet affiche une expérience de plus de vingt ans dans le capital-investissement. Il a débuté sa carrière en 1986 en créant Capital Finance (revue de référence du private equity français). Il a ensuite rejoint 3i, avant d'intégrer Barclays Private Equity France dont il a développé pendant onze ans la structure. Il a directement participé à près de trente opérations d'investissement, dont de nombreux LBO (CGEV, Bénédicta, La Croissanterie, Domus et Albingia...). En 2006, il crée « Capitalisme Durable », société de promotion d'un capitalisme tenant compte des nouveaux enjeux du développement durable et éditrice du site d'informations www.eco-life.fr. (Ecole Supérieure de commerce et de marketing).



JEAN-FRANÇOIS MALLINJOU,
MEMBRE
DU DIRECTOIRE

Avant de rejoindre OFI Private Equity en mai 2006, Jean-François Mallinjou était Director au sein de l'équipe de Leveraged Finance de HSBC France, où il a participé au financement d'acquisitions de plus d'une douzaine d'opérations (Rexel, Ukai, Albingia, SGCC, Cornhill, Provimi...). Il a commencé sa carrière en 2000 à la Banque Cantonale de Genève. (Ingénieur des Mines et Maître d'ingénierie financière de l'EM Lyon).



ELISABETH AUCLAIR,
DIRECTEUR FINANCIER

Avant de rejoindre OFI Private Equity en mai 2008, Elisabeth Auclair a passé les cinq premières années de sa carrière chez Ernst & Young. Elle a ensuite été chargée de différentes responsabilités au sein de groupes internationaux détenus par des fonds. Elle intègre en 1996 le groupe industriel Imaje en tant que contrôleur financier France, puis rejoint en 2000 la direction financière centrale du groupe d'ingénierie-construction GSE, dans lequel elle a contribué au montage et au suivi de plusieurs opérations de LBO. (Ecole Supérieure de Commerce de Montpellier, expert-comptable).



LAURENCE CHÂTEAU de CHAZEUX,
DIRECTRICE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En charge du développement durable au sein d'OFI Private Equity et des entreprises du portefeuille depuis octobre 2008, Laurence Château de Chazeaux a passé plus de vingt ans en entreprise dans la grande consommation chez Schweppes et chez Marie, dans l'humanitaire au sein d'Action contre la faim, et dans la banque en ligne Egg où elle a occupé des postes de direction du marketing et de la communication. (European Business School, CHEE&DD).



PIERRE MEIGNEN,
DIRECTEUR
D'INVESTISSEMENTS

Entré chez OFI Private Equity en 2005, Pierre Meignen a débuté sa carrière en 2003 au sein d'IDPC où il a mis en place le suivi et la valorisation du portefeuille de participations et a participé à plus de dix opérations. Il a contribué aux investissements dans MSH, Credirec, IMV Technologies, Léon de Bruxelles et DESSANGE International, ainsi qu'à l'introduction en Bourse puis à la cession d'Auto Escape. (MSG et master de gestion de Rennes, DESS finance d'entreprise de Montpellier).



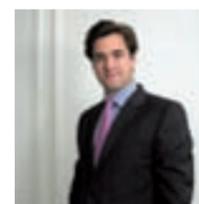
ERWANN LE LIGNÉ,
DIRECTEUR
D'INVESTISSEMENTS

Erwann Le Ligné a rejoint OFI Private Equity en décembre 2006 après une expérience de trois ans en tant que chargé d'affaires senior au département des financements d'acquisitions du Crédit Agricole d'Ile-de-France, où il était responsable de l'arrangement de la dette senior dans le cadre d'opérations de LBO sur des PME. (MSG, magistère de gestion internationale de l'Université de Rennes, DESS finance d'entreprise et d'ingénierie financière de Paris Dauphine).



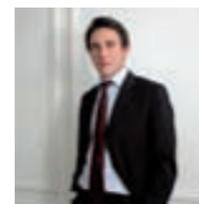
MATHIEU BETRANCOURT,
CHARGÉ D'AFFAIRES

Arrivé chez OFI Private Equity en avril 2008, Mathieu Betrancourt avait auparavant effectué un stage d'un an chez Astorg Partners en tant qu'analyste. Il est également titulaire d'une maîtrise en informatique effectuée à l'Université Paris XI Orsay. (Ecole nationale supérieure des télécommunications).



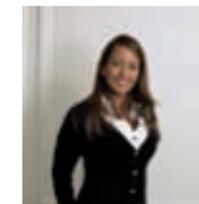
CÉDRIC BOXBERGER,
CHARGÉ D'AFFAIRES

Cédric Boxberger est arrivé chez OFI Private Equity en octobre 2008 après avoir travaillé, depuis septembre 2004, chez Deloitte & Associés. Il était depuis mars 2006 chargé d'affaires senior au sein du département Conseil en restructuration de Deloitte Corporate Finance. Il avait auparavant effectué un stage de six mois au sein d'un fonds américain de private equity basé à Londres. (ESCP EAP).



RODOLPHE de TILLY,
CHARGÉ D'AFFAIRES

Rodolphe de Tilly a rejoint OFI Private Equity en décembre 2009. Il a fait partie de l'équipe de Leveraged & Acquisition Finance de la Société Générale à Sydney en tant qu'analyste pendant deux ans. Il a par ailleurs effectué un stage de six mois en Gestion d'Actifs chez HSBC Private Banking ainsi qu'un stage de 6 mois en Fusions-Acquisitions chez Banca Leonardo. (EDHEC).



JULIE PAYET,
FINANCIAL MANAGER

Julie Payet a rejoint OFI Private Equity en septembre 2008. Elle a une expérience de trois ans au sein du groupe BNP Paribas en tant que Gestionnaire middle-office crédits internationaux spécialisée dans le secteur des LBO. Elle avait auparavant effectué un stage de neuf mois en tant qu'analyste risques au sein de Renault Crédit International. (Insee Bordeaux).

CAROLE BOURDEAUX,
OFFICE MANAGER



Carole Bourdeaux est arrivée chez OFI Private Equity en juillet 2001, après avoir passé près de vingt ans dans le secteur de la prestation informatique. Depuis 2008, elle est Office Manager au sein de la structure.

MAGALI JEAMMES,
ATTACHÉE DE DIRECTION

Magali Jeammes a rejoint OFI Private Equity en juillet 2006 en tant qu'Attachée de direction, avec plus de six ans d'expérience en capital-investissement. Elle était auparavant responsable du back-office chez Global Private Equity. Magali est quadrilingue et titulaire d'une maîtrise en commerce international, marketing et études européennes. (IPLV - Chambre de commerce franco-britannique).



AMELIE JARAN
ASSISTANTE

Amélie Jaran a rejoint OFI Private Equity en février 2009 en tant qu'assistante-hôtesse après avoir été hôtesse multisite pour l'agence CC Team Aurore de 2001 à 2007 (par ex. : Bic, Ralph Lauren, Primagaz, Reebok...) puis hôtesse-assistante chez GéA Multigestion de novembre 2007 à février 2009.

17.//



09

RAPPORT DE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Sommaire

21	ACTIONNAIRE RESPONSABLE D'ENTREPRISES RESPONSABLES La place de l'ESG dans le métier d'actionnaire Conseil de surveillance Mode de gouvernance
25	ENGAGEMENTS D'ACTIONNAIRE Signature des PRI de l'ONU Organisation interne dédiée Accompagnement des entreprises Contribution au sein de l'AFIC Charte RSE
32	REPORTING EXTRA-FINANCIER Reporting ESG consolidé Bilan carbone consolidé Reporting ESG d'OFI Private Equity Capital Reporting ESG des entreprises du portefeuille
47	NOTATION EXTRA-FINANCIÈRE Evaluation de la performance par Ethifinance Prix du développement durable par Private Equity Magazine

ACTIONNAIRE RESPONSABLE D'ENTREPRISES RESPONSABLES

LA PLACE DE L'ESG DANS LE METIER D'ACTIONNAIRE

Entretien avec

Olivier Millet

Président du Directoire d'OFI Private Equity

- **Quelle place accorder aux critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) ?**

Depuis trente ans, le langage du private equity a tourné autour de cinq mots clés : chiffre d'affaires, EBITDA, dette nette, multiples ou encore TRI. Ces valeurs sont toujours essentielles à notre profession, mais elles doivent désormais ajouter à leur palette trois vocables tout aussi fondamentaux : environnement, social et gouvernance (ESG). Ceci pour une raison très simple : face à la conjugaison des pressions des législateurs, des investisseurs institutionnels, des donneurs d'ordres et de l'opinion publique, de nouvelles règles de comportement sont en train d'émerger. On peut imaginer que, dans un futur proche, quiconque ne tiendra pas compte de ces facteurs extra-financiers verra la valeur de ses entreprises minorée.

- **Comment OFI Private Equity Capital intègre-t-il ces nouveaux enjeux ?**

Face à cette mutation de l'environnement économique, il faut compléter sa vision des entreprises en ajoutant un regard ESG. Nous avons été parmi les premiers acteurs du private equity français et européen à afficher clairement notre volonté de participer aux grands enjeux du développement durable à l'échelle nationale et planétaire. Rappelons que désormais, plus de 700 groupes financiers ont signé les PRI (Principes pour l'Investissement Responsable). Nous avons intégré ces nouveaux enjeux en commençant par notre propre analyse dans le domaine et en systématisant cette démarche dans les entreprises dont nous détenons la majorité du capital. Nous les sensibilisons au sujet, nous leur avons fait réaliser un bilan carbone et les accompagnons dans leur démarche de progrès.

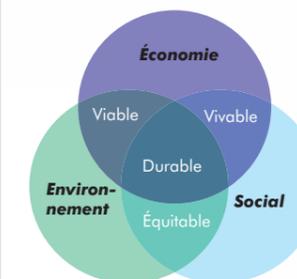
- **Quels sont les principaux défis à relever ?**

Nos principaux défis sont d'apporter une amélioration globale dans nos entreprises tant sur les aspects sociaux qu'environnementaux ou de gouvernance. D'où la création d'une charte qui doit nous aider et aider nos entreprises à progresser dans ces domaines. Nous affichons par ailleurs la volonté d'entraîner les autres acteurs du private equity dans notre sillage. La création du Club Développement Durable au sein de L'AFIC montre que les esprits évoluent rapidement et que nombre de nos confrères ont compris que les enjeux des critères ESG ne sont ni un effet de mode, ni un vernis temporaire.

[**Le Développement durable ou Sustainable Development**]

«Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.»

Le Développement durable est un équilibre de 3 piliers indissociables :



Rapport « *Our Common Future* » de Mme Gro Brundtland, Premier ministre norvégien, Nations unies en 1987.

[**La RSE**]

La Responsabilité Sociétale des Entreprises ou Responsabilité Sociale et Environnementale est la déclinaison des principes du développement durable à l'échelle de l'entreprise.

[**ESG ou critères Extra-financiers**]

Les critères extra-financiers Environnement, Social et de Gouvernance ont été mis en place pour répondre à la loi NRE (Nouvelles Régulations Économiques) 2001 obligeant les entreprises cotées à faire état de « la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ».

[**PRI : Principles for Responsible Investment /Principes pour l'Investissement Responsable**]

Mise en place par le programme des Nations unies en 2005.

<http://www.unpri.org/>



CONSEIL DE SURVEILLANCE

OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL EST DOTÉ D'UN CONSEIL DE SURVEILLANCE COMPOSÉ DE NEUF MEMBRES ET DE QUATRE CENSEURS.



ROGER ISELI,

Président du Conseil de surveillance (61 ans), a rejoint la Macif en 1976. Il est nommé Directeur de la région Centre en 1990 puis de la région Ile-de-France en 1996. Parallèlement, il est Membre du Conseil de surveillance d'Arva. Il est nommé Directeur Général de Macif Mutualité en 2005 jusqu'en avril 2008, et Directeur Général de la Macif en 2006.

BENOÎT BATTISTELLI,



Membre du Conseil de surveillance (59 ans, ENA et diplômé de l'Université de Cambridge), a occupé plusieurs postes à responsabilités au sein d'administrations françaises (Ministère de l'Economie et des Finances) entre 1978 et 2004. Depuis mai 2004, il est Directeur Général de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Il a présidé le Conseil de surveillance de l'Académie de l'Organisation européenne des brevets (OEB) de juillet 2005 à juillet 2008. Après avoir été Vice-Président du Conseil d'administration de l'OEB de décembre 2005 à décembre 2008, il a été élu Président de ce Conseil pour un mandat de 3 ans à compter du 1^{er} mars 2009.



GERARD BOURRET,

Censeur (54 ans, licence en science économiques, expert comptable, CPA / IHEDN / CHEDE / DECS), est depuis 1991 Directeur Général du Groupe OFI qu'il a rejoint en 1984 après avoir été expert comptable en cabinet de 1979 à 1984. Il est également Président du Directoire d'Ofivalmo Partner et Administrateur de Matmut IARD.



JEAN-LUC BRET,

Membre du Conseil de surveillance (63 ans, ISTECC), est Président Fondateur de La Croissanterie (depuis 1977), l'une des premières chaînes de restauration rapide-viennoiserie/sandwicherie en Europe, avec laquelle il a réalisé deux LBO : le premier avec Barclays Private Equity France et le second

avec Pragma Capital. Il est par ailleurs Président de Procos, Fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé, regroupant les 250 plus grandes enseignes, et Vice-Président du Conseil national des centres commerciaux.



JEAN-PAUL CHALLET,

Membre du Conseil de surveillance, représentant Mutavie (64 ans, DEA de mathématiques statistiques et économétrie, membre diplômé de l'Institut des actuaires français). En 1979, il démarre l'activité assurance-vie épargne retraite avec Mutavie, filiale de mutuelles d'assurances, et est responsable de cette société depuis son origine. Il participe parallèlement à la création de l'Areper (Association de recherche sur la prévoyance, l'épargne et la retraite) dont il est Président de 1987 à 1990, puis Vice-Président jusqu'à fin 1994. Il participe en 1992 à la création d'Euresa Life, dont il fut Président de 1998 à 2001 pour le Groupe Macif. Il est actuellement Président du Directoire de Mutavie, Administrateur de Macif Gestion et Représentant permanent MACIF au Conseil d'Administration de Gestépargne, Membre du Conseil de surveillance de Macif Zycie en Pologne et Administrateur d'Atlantis Vida à Barcelone.



BRUNO CHAMOÏN,

Censeur, (56 ans, ISC) est Président Directeur Général d'Albin-gia, société d'assurances IARD présente en France depuis 1962, avec laquelle il a réalisé un premier LBO en 2003 avec Barclays Private Equity France, puis un LBO secondaire en 2006 avec deux sociétés d'investissement (Chevrillon & Associés et IDI).



HUGUES FOURNIER,

Membre du Conseil de surveillance (46 ans, Ingénieur Centrale Lille, IEP Paris, Actuaire CEA), a travaillé au service financier du Crédit Foncier de France avant de rejoindre la Macif en 1993 comme gérant de portefeuilles. Il est depuis 2000 responsable de la gestion des valeurs mobilières des entités du groupe Macif. Il a été Président Directeur Général de Forinter de 2002 à 2006 avant que la société ne devienne OFI Private Equity Capital.



DANIEL FRUCHART,

Censeur (65 ans, doctorat de mathématiques, actuaire et analyste financier), est entré au GAN en 1973 où il a occupé diverses fonctions, la dernière étant celle de responsable de la gestion de l'ensemble des actifs financiers et immobiliers, en France et à l'étranger. Il rejoint le Groupe Macif en octobre 2000 dont il est le Directeur financier.



GÉRARD JEULIN,

Membre du Conseil de surveillance (71 ans), a été fondé de pouvoir chez l'agent de change Kohler entre 1962 et 1980, puis chez Dufour Kohler Lacarrière. En 1982, il fonde Fininfo, société de distribution des produits front-office sur les marchés français des taux à destination des professionnels de la finance, dont il est depuis le Président Directeur Général. En 1990, il crée et préside la société de Bourse Aurel. En 2007, il devient Président Directeur Général de la société Altares jusqu'en 2008. Il est depuis Président du Conseil de surveillance de Minerva Athena (holding de contrôle d'Altares).



PASCAL LEBARD,

Censeur (47 ans, Edhec), a débuté sa carrière en 1986 au CCF à Londres et à Paris, avant de rejoindre la société d'investissement 3i en 1988. En 1991, il entre chez Exor (Groupe Agnelli) en tant que Directeur en charge des participations, puis rejoint Sequana Capital (ex-Worms & Cie) en 2004 dont il devient Administrateur-Directeur Général Délégué. Il est Président d'Arjowiggins et d'Antalis depuis 2004, Administrateur du Club Méditerranée, de SGS (Genève) depuis 2005, et Administrateur-Directeur Général de Sequana (ex-Sequana Capital) depuis 2007.



JEAN-PAUL MOREAU,

Membre du Conseil de surveillance (58 ans, diplômé en droit et gestion), représentant la Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de

France et des Cadres et Salariés de l'Industrie et du Commerce (Macif), a rejoint la Macif en 1984. Ses responsabilités d'investisseur lui ont permis d'acquérir une riche expérience sectorielle dans les biotechnologies, la presse/édition, l'immobilier, l'hôtellerie/tourisme et les Maisons de Retraite Dépendance. Il est Président de Macif Participations, Directeur Général de Macifimo, Président Directeur Général de Foncière de Lutèce, Président de Compagnie Foncière de la Macif et Président d'Exitour.



JEAN-LUC NODENOT,

Membre du Conseil de surveillance (53 ans, DESS de gestion, Ecole nationale des impôts), est Président Directeur Général de l'Assurance Mutuelle des Fonctionnaires. Il a été précédemment Président du Groupe Initiatives Mutuelles, qui rassemble neuf mutuelles de la fonction publique d'Etat, et Président de la Mutuelle des Agents des Impôts. Pendant sa carrière administrative, il a été professeur à l'Ecole nationale des impôts et assistant à l'Université Paris Dauphine (gestion financière et générale). Précédemment Membre du Conseil de surveillance d'OFI Private Equity Capital en tant que représentant permanent de l'Assurance Mutuelle des Fonctionnaires, il est Membre du Conseil de surveillance à titre personnel depuis le 25 avril 2008.



JEAN SIMONNET,

Membre du Conseil de surveillance (73 ans), est entré à la Maaf en 1959 avant de rejoindre la Macif en 1973. En 1987, après cinq années passées à la tête du secrétariat général, il prend la direction générale de la Macif dont il devient Président en 1997. Depuis le 19 juin 2006, fin de son mandat, Jean Simonnet occupe les fonctions d'Administrateur honoraire de la Macif, d'Administrateur de la Socram, d'Administrateur de la Scor et est Administrateur du Conseil d'Administration de la mutuelle SMIP.

MODE DE GOUVERNANCE

OFI Private Equity Capital est géré par OFI Private Equity, société de gestion de FCPR agréée par l'AMF, dont le Président du Directoire est Olivier Millet. Le Conseil de surveillance est composé de treize membres, dont le Président est Roger Iseli. Il se réunit au minimum tous les trimestres (il s'est tenu à sept reprises en 2009) afin d'analyser les performances réalisées par les sociétés détenues en portefeuille, mais aussi pour débattre des prévisions et des projets en cours. Il donne également son avis sur tout sujet mis à l'ordre du jour par le Directoire d'OFI Private Equity. Chargés d'assurer le bon déroulement de l'activité de la société, le Directoire et le Conseil de surveillance sont par ailleurs accompagnés dans leur gestion par divers comités spécialisés.

COMITÉ D'AUDIT ET DES COMPTES

Le Conseil de surveillance s'est doté d'un Comité d'audit et des comptes, composé de trois membres, chargés de s'assurer de la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés de la société, de vérifier la bonne application des procédures internes de collecte et de contrôle des informations et de veiller à la qualité de l'information délivrée aux actionnaires (comptes et ANR notamment). Ce comité se réunit à six reprises dans l'année.

COMITÉ CONSULTATIF D'INVESTISSEMENT ET DE DÉSINVESTISSEMENT

Ce comité composé de cinq membres est consulté pour tout investissement d'un montant supérieur à 0,5 M€. Il a pour fonction d'analyser toute question relative à l'investissement proposé par l'équipe de gestion d'OFI Private Equity et d'apporter une analyse complémentaire sur les diligences déjà réalisées dans le cadre du traitement des dossiers. Le Comité est également appelé à se prononcer sur les éventuels conflits d'intérêts et il est consulté préalablement aux désinvestissements. Le Directoire d'OFI Private Equity a ensuite seul le pouvoir de procéder à la réalisation de l'investissement.

COMITÉ DE VALORISATION

Composé du Directoire, de la Direction Financière, des deux Directeurs d'investissement et des Chargés d'affaires, ce comité a pour mission de se positionner sur la valorisation des investissements retenue dans le cadre de l'ANR.

COMITÉ EXÉCUTIF

Créé en 2009 et composé du Directoire, de la Direction financière, de la Direction du développement durable et des deux directeurs d'investissement, le Comité exécutif a pour but de maîtriser et faire évoluer la société à travers ses métiers, ses fonctions et ses activités. Il vise à impliquer le plus largement possible l'ensemble de l'équipe dans la réussite de la stratégie mise en place.

CONTRÔLE INTERNE ET DE DÉONTOLOGIE

Deux niveaux de contrôle interne ont été mis en place : le contrôle d'OFI Asset Management réalisé par son département Audit interne, et le contrôle d'un prestataire extérieur. Ces contrôles font l'objet de rapports réguliers tout au long de l'année, et leurs conclusions sont reprises dans le rapport du Président du Conseil de surveillance présenté à l'Assemblée Générale.

COMITÉ DE TRÉSORERIE

Il se réunit trimestriellement afin d'étudier la position de trésorerie de la Société et ses allocations de placement. Il est composé de la Direction Financière d'OFI Private Equity et de responsables d'OFI Asset Management, du responsable de la conformité et du contrôle interne d'OFI Asset Management et d'un prestataire extérieur. Ce comité émet deux rapports annuels.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les commissaires aux comptes sont PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte & Associés. Leurs représentants sont présents à chaque séance du Conseil de surveillance.

COMMUNICATION

OFI Private Equity Capital apporte un soin particulier à communiquer dans la plus grande transparence sur ses activités et son évolution financière. La société diffuse régulièrement des communiqués de presse (dix-huit en 2009) et apporte un éclairage trimestriel précis sur la composition et la variation de son ANR.

Le document de référence annuel, lourd de près de 300 pages, est disponible dès le mois d'avril et apporte un éclairage complet sur l'activité d'OFI Private Equity Capital et de ses affiliés au cours de l'exercice précédent.

ENGAGEMENTS D'ACTIONNAIRE RESPONSABLE



SIGNATURE DES PRINCIPES POUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

OFI PRIVATE EQUITY, GÉRANT D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL, EST LE PREMIER ACTEUR DU PRIVATE EQUITY EN FRANCE À AVOIR SIGNÉ LES PRI « PRINCIPES POUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE » DE L'ONU (UNPRI). UNE SIGNATURE QUI ENGAGE À SUIVRE LES SIX PRINCIPES SUIVANTS :

- ① « Nous prendrons en compte les questions ESG dans les processus d'analyse et de décision en matière d'investissements »
- ② « Nous serons des investisseurs actifs et prendrons en compte les questions ESG dans nos politiques et pratiques d'actionnaires »
- ③ « Nous demanderons aux entités dans lesquelles nous investissons de publier des informations appropriées sur les questions ESG »
- ④ « Nous favoriserons l'acceptation et l'application des Principes auprès des acteurs de la gestion d'actifs »
- ⑤ « Nous travaillerons ensemble pour accroître notre efficacité dans l'application des Principes »
- ⑥ « Nous rendrons compte individuellement de nos activités et de nos progrès dans l'application des Principes ».

La signature, le 7 avril 2009, des PRI confirme l'engagement d'OFI Private Equity Capital à intégrer des critères extra-financiers dans sa gestion et sa stratégie d'investissement, ainsi que dans le développement des entreprises de son portefeuille.

www.unpri.org/principles/french.php

Questions à...



Tom Rotherman,
Special Advisor
Private Equity
UNPRI

— Pourquoi intégrer les critères ESG dans le private equity ?

Le rôle d'un investisseur du private equity est d'améliorer la performance de ses entreprises en portefeuille. Cette amélioration est liée à des critères financiers et extra-financiers. De fait, les critères ESG contribuent à une meilleure valorisation des entreprises. D'ailleurs, selon un récent sondage, 65 % des acteurs du private equity français affirment intégrer déjà au moins en partie les critères ESG. Ce qui est préférable car la pression sur ce sujet ne va cesser de croître, que cela vienne de la nécessité rencontrée par les entreprises sur leurs marchés ou de l'exigence accrue des grands investisseurs en la matière.

— Quel est l'intérêt pour un acteur du capital-investissement de signer les PRI ?

C'est une démarche active qui est très utile à la profession et à ses signataires. D'une part, cela leur permet d'intégrer l'association internationale des professionnels qui ont déjà signé. Les conséquences sont importantes. Ils adhèrent ainsi à un réseau de partenaires, créent des liens, partagent des connaissances et des pratiques et participent à la création d'outils qui vont, pour un certain nombre, devenir les normes de demain.

— Comment appréciez-vous la démarche d'OFI Private Equity Capital ?

OFI Private Equity Capital a une très bonne approche du sujet avec des actions fortes, comme le recrutement d'un directeur du développement durable. L'intégration de cette expertise dans une équipe de gestion est encore très minoritaire. Elle facilite un vrai dialogue avec chacune des sociétés du portefeuille. Ce qui permet à OFI Private Equity Capital d'avoir une approche globale des sujets ESG avec ses participations là où nombre d'investisseurs ne s'intéressent qu'à un ou deux sujets limités. Une autre force de l'approche d'OFI Private Equity Capital est le rôle joué par Olivier Millet dans la promotion du Développement Durable au sein de l'AFIC à travers la création d'un Club Développement Durable.

Questions à...

Jean-Luc Nodenot,

Administrateur indépendant et ancien Président du Conseil de surveillance d'OFI Private Equity Capital



— **Quelle place le développement durable peut-il prendre dans le private equity ?**

Contrairement à ce que certains pourraient croire, ce n'est pas une mode et la dimension développement durable va concerner progressivement l'ensemble des acteurs économiques. Le private equity n'aura d'autre choix que de suivre le mouvement. Ceci étant, cette démarche permettant fondamentalement de créer de la valeur, le private equity a tout intérêt à se l'approprier le plus vite possible pour renouer avec son lien à l'économie réelle, et quelque part se réhabiliter. C'est globalement une vraie chance pour cette activité chez qui la crise va laisser des cicatrices et qui a l'opportunité de prendre un temps d'avance sur un mouvement de fond. Je me félicite qu'OFI Private Equity Capital soit un leader dans cette démarche.

— **Quel peut être son impact ?**

En tant qu'actionnaire actif et souvent majoritaire dans les entreprises, le private equity peut avoir un effet d'entraînement très fort, que ce soit sur les aspects environnementaux, sociaux, sociétaux ou de gouvernance. Dans leur approche globale des entreprises, les investisseurs doivent comprendre qu'il faut désormais intégrer des critères qui aillent au-delà des critères financiers habituels. C'est une véritable source de création de valeur dans la durée.

— **Comment situez-vous l'action d'OFI Private Equity Capital ?**

OFI Private Equity Capital s'implique particulièrement dans cette démarche : elle est l'une des premières sociétés françaises de son secteur à avoir signé les PRI, vise une amélioration de ses entreprises dans tous les domaines concernés et joue un vrai rôle sociétal dans la diffusion de cette démarche. En sensibilisant fortement les entreprises et en les accompagnant, OFI Private Equity Capital se donne réellement les moyens de créer de la valeur ajoutée. Cela se verra à terme sur la valorisation des entreprises, de manière accrue pour celles qui sont très internationales.

ORGANISATION INTERNE DEDIEE

L'INTÉGRATION DES CRITÈRES ESG CONSTITUE UN DES SIX PILIERS DE LA STRATÉGIE CRÉATRICE DE VALEUR D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL. CELA SE TRADUIT CONCRÈTEMENT EN PLAN D'ACTIONS VISANT À INTÉGRER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU PLUS PRÈS DE LA RÉALITÉ OPÉRATIONNELLE.

— **Création d'une Direction du Développement Durable** en 2008, rattachée au Président du Directoire d'OFI Private Equity et Membre du Comité exécutif.

Sa mission:

- **Développer** une démarche de Développement Durable au sein de la société de gestion et de la stratégie d'investissement
- **Accompagner** les entreprises du portefeuille dans la mise en place de leur politique de Développement Durable et de Responsabilité Sociétale
- **Etre en veille permanente** sur les évolutions réglementaires et les enjeux sociaux et environnementaux
- **Promouvoir** les critères extra-financiers au sein de l'industrie du private equity

— **Mise en place d'un Comité d'experts Développement Durable**, composé de cinq membres indépendants externes, qui accompagne OFI Private Equity Capital dans sa stratégie de Développement Durable.

— **Formation de l'équipe d'investissement** : deux séminaires de sensibilisation au Développement Durable et formation au bilan carbone et aux enjeux de RSE.

— **Intégration des critères ESG dans les notes d'investissements**

— **Élaboration d'un reporting dédié à chaque Conseil de surveillance d'OFI Private Equity Capital** et à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

de la sensibilisation à l'appropriation

DEPUIS 2008, OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL A ACCOMPAGNÉ LES ENTREPRISES DANS LEUR DÉMARCHÉ DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À TRAVERS 4 ÉTAPES :

ÉTAPE 1 : Sensibiliser les dirigeants et leurs équipes aux enjeux du Développement Durable

ÉTAPE 2 : Qualifier et Quantifier les enjeux (1^{er} bilan Développement Durable / RSE et 1^{er} bilan carbone)

ÉTAPE 3 : Encourager à structurer et organiser le Développement Durable (Comité Développement Durable, rattachement de la fonction Développement Durable à une Direction)

ÉTAPE 4 : Accompagner les entreprises dans l'intégration du Développement Durable au cœur de leur stratégie et évaluer leur performance extra-financière.

CONTRIBUTION A LA CRÉATION DU CLUB DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AFIC

LE CLUB DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AFIC (ASSOCIATION FRANÇAISE DES INVESTISSEURS EN CAPITAL) A ÉTÉ CRÉÉ EN OCTOBRE 2009 À L'INITIATIVE DE JEAN-LOUIS DE BERNARDY, PRÉSIDENT DE L'AFIC ET D'ACTIVA CAPITAL, ET D'OLIVIER MILLET, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE D'OFI PRIVATE EQUITY AVEC LES OBJECTIFS SUIVANTS :

- Servir de plate-forme d'échanges d'expériences sur la mise en place d'une politique ESG tant auprès des sociétés de gestion que des sociétés en portefeuille
- Faire des recommandations au conseil d'administration de l'AFIC
- Promouvoir les PRI de l'ONU en France
- Jouer un rôle d'intermédiaire avec le « Responsible Investment Advisory Board » de la BVCA (British Venture Capital Association)

Il a été créé un comité de pilotage constitué de douze membres qui se réunissent mensuellement pour faire avancer ce club qui rassemblera ses adhérents une fois par trimestre.

Questions à...

Jean-Louis de Bernardy,
Président de l'AFIC



— **Pourquoi avoir créé un Club Développement Durable au sein de l'AFIC ?**

C'est la poursuite d'une démarche engagée il y a déjà trois ans avec la Charte du Capital Investissement, à laquelle ont adhéré 70 % de nos membres. La Charte du Capital Investissement est centrée sur le dialogue social et le partage des bénéfices. Les principes du développement durable vont évidemment plus loin. Nos adhérents veulent jouer un rôle d'investisseur citoyen. Ils y sont portés par une double pression : les entreprises dans lesquelles nous investissons y sont confrontées dans leur activité quotidienne, en même temps que les investisseurs institutionnels dont nous gérons les capitaux formulent la même exigence.

— **Quel est son rôle ?**

Le Club Développement Durable de l'AFIC a d'abord un rôle pédagogique et de sensibilisation aux sujets liés au développement durable. C'est une approche peu directive mais très volontaire. Nous pouvons en effet nous laisser porter par nos entreprises, ou essayer de les entraîner nous-mêmes. La profession fait clairement le choix de l'action et de la responsabilisation, mais préfère convaincre que contraindre. Le Club est pour ses 60 membres un lieu de partage d'expériences et d'échanges, à l'occasion de séances de travail réalisées avec des invités externes ou internes à l'association.

— **Qu'en attendez-vous ?**

C'est une démarche de progrès, qui s'ouvre à toutes les entreprises, quelle que soit leur situation de départ. C'est aussi une façon d'inviter les fonds à intégrer dans leurs stratégies des options qui auront des effets sur les valorisations à long terme. Cette évolution est en harmonie avec l'évolution de la profession qui, après la crise, se recentre sur ses fondamentaux, la création de valeur par la croissance et l'accompagnement des entrepreneurs dans la durée. Le développement durable des entreprises passe aussi par là.

CHARTRE RSE



OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL A ÉLABORÉ EN 2009 UNE CHARTE RSE (RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES) AUTOUR DES PILIERS MAJEURS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : LA GOUVERNANCE, LE SOCIAL, L'ENVIRONNEMENT ET LE SOCIÉTAL.

CETTE CHARTE ILLUSTRÉ LA VISION, LES ENGAGEMENTS ET LES ACTIONS D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL ENVERS LES ENTREPRISES DONT ELLE EST ACTIONNAIRE MAJORITAIRE ET SA POSITION D'ACTIONNAIRE RESPONSABLE.

DES INDICATEURS DE PERFORMANCE PERMETTRONT DE MESURER L'AVANCÉE DES DÉMARCHES ENGAGÉES PAR CHACUNE DES ENTREPRISES.

UNE GOUVERNANCE STRUCTURÉE ET RESPONSABLE

NOTRE VISION

Le rôle d'un actionnaire majoritaire est de contrôler avec vigilance le bon fonctionnement et le développement de ses entreprises. L'accompagnement de l'équipe dirigeante porte essentiellement sur la vision stratégique à court et moyen terme ainsi que sur le développement et la croissance interne et/ou externe des entreprises.

L'actionnaire doit s'assurer que les entreprises identifient leurs principaux enjeux et risques vis-à-vis de l'ensemble de leurs parties prenantes (actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, ONG, administration...).

L'actionnaire n'intervient pas dans la gestion opérationnelle des affaires et ne fait jamais preuve d'ingérence dans le management des équipes.

Les dirigeants sont responsables de leur entreprise, en matière de gestion sociale, environnementale et sociétale.

NOTRE ENGAGEMENT

OFI Private Equity Capital s'engage à faire progresser chacune des entreprises sur un mode de gouvernance performant et structuré, défini comme suit :

– **Le Conseil de surveillance** est composé d'une représentation significative d'OFI Private Equity (présidence et /ou plusieurs membres) et d'un administrateur indépendant. Sa fréquence est trimestrielle et à chaque fois qu'un sujet majeur le nécessite. Il présente systématiquement un reporting d'activité, des résultats financiers et extra-financiers (ESG) ainsi que des plans d'actions business court et moyen terme. Y sont également abordés les sujets majeurs de développement (croissance interne ou externe).

– **Le Directoire / Comité de Direction** est composé des principaux managers des différentes fonctions de l'entreprise.

– **Les réunions mensuelles de contrôle de gestion** sont organisées en collaboration avec les directeurs

d'investissements et les chargés d'affaires d'OFI Private Equity.

– **Les comités spécifiques opérationnels** (commercial, marketing, rémunération, R&D, production, développement durable, qualité, etc.) ont pour but de faciliter le management transversal et l'efficacité des organisations.

– **Le code de conduite des affaires / code éthique** formalise les engagements et la responsabilité d'une entreprise et de ses collaborateurs vis-à-vis des parties prenantes internes et externes (actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, partenaires commerciaux, environnement, société civile) ainsi que les principes, valeurs et comportements qu'elle respecte dans la conduite de ses activités.

– **Les réunions trimestrielles** sur le Développement Durable se déroulent avec la Direction du Développement Durable d'OFI Private Equity.

NOTRE ACTION

OFI Private Equity Capital doit s'assurer que chaque entreprise de son portefeuille progresse sur 5 enjeux importants :

1. **Avoir** un directoire et un Comité de Direction composés de managers avec leadership, autonomie et compétences managériales gérant leurs organisations de façon structurée et performante.

2. **Renforcer** la présence d'administrateurs indépendants dans les Conseils de surveillance.

3. **Respecter** un calendrier, un ordre du jour, un compte-rendu formalisé pour tous les Conseils de surveillance.

4. **Communiquer** un rapport d'activité sur les critères extra-financiers à chacun des Conseils de surveillance.

5. **Garantir** une éthique des affaires (code de conduite, signature du Global Compact de l'ONU).



LE CAPITAL HUMAIN AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE

NOTRE VISION

Les hommes et femmes (dirigeants, managers, salariés) constituent une partie majeure du capital immatériel de l'entreprise : son capital humain. Ce dernier est une réelle force pour l'entreprise lorsque la politique sociale contribue non seulement à former, développer et motiver les salariés, mais lui permet aussi d'améliorer en continu sa performance, son efficacité et d'atteindre ses objectifs dans une vision de développement pérenne.

La Responsabilité sociale relève de la responsabilité des dirigeants de l'entreprise vis-à-vis de leurs salariés.

NOTRE ENGAGEMENT

OFI Private Equity Capital s'engage à s'assurer que le capital humain soit placé au cœur de la stratégie des entreprises et qu'il soit considéré comme un élément clé, garantissant les résultats et la pérennité de l'entreprise.

Lors du process d'investissement, l'évaluation de ce capital humain est réalisée avec une attention particulière.

OFI Private Equity Capital réalise systématiquement un audit social ainsi que plusieurs entretiens avec les dirigeants et leurs équipes, lui permettant d'évaluer les points constitutifs d'une politique sociale performante tels que :

– la qualité des dirigeants et de leurs équipes de managers ;

– le mode de management, d'organisation et de fonctionnement ;

– quelques indicateurs sociaux pertinents tels que l'ancienneté, la pyramide des âges, la diversité, le turnover, les accidents du travail, le licenciement, la politique de rémunération, les conventions collectives, les types de contrat salariés, le respect de la réglementation du droit du travail, les litiges, l'épargne salariale, la santé, l'hygiène, la sécurité, les instances représentatives, etc.

NOTRE ACTION

OFI Private Equity Capital doit s'assurer que chaque entreprise progresse sur 4 enjeux majeurs constitutifs d'une politique sociale performante :

1. **Développer l'employabilité** à travers la gestion des compétences et la formation.

2. **Développer la diversité.**

3. **Assurer les conditions de travail, de santé et de sécurité** de façon optimale pour ses collaborateurs.

4. **Favoriser un dialogue social** permanent et constructif.





LA RÉDUCTION DE NOTRE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

NOTRE VISION

La responsabilité environnementale des entreprises devient un enjeu incontournable face au contexte législatif (Reach, Grenelle de l'Environnement, Taxe carbone...), mais également face aux nouvelles exigences du corps social (consommateurs/clients, salariés, épargnants) et aux pressions des donneurs d'ordres des grandes entreprises.

NOTRE ENGAGEMENT

OFI Private Equity Capital s'engage à prendre en compte les principaux enjeux environnementaux qui portent sur le changement climatique lié aux gaz à effet de serre, l'utilisation des énergies fossiles et l'évolution de la biodiversité. Pour ce faire, les entreprises doivent mesurer l'impact de leur activité directe et indirecte sur l'environnement, mais également leur dépendance carbone et énergétique au regard des coûts financiers exponentiels de demain.

Lors du process d'investissement dans une entreprise, OFI Private Equity Capital effectue un audit environnemental. Celui-ci évalue le respect de la réglementation environnementale et de la gestion des risques en matière de pollu-

tion, de contamination et de toxicité (eau, air, sol, sous-sol), le respect de la réglementation sur les conditions de travail/sécurité/santé/hygiène des travailleurs en lien avec l'environnement.

NOTRE ACTION

OFI Private Equity Capital s'assure que chaque entreprise progresse sur 4 enjeux majeurs d'une politique environnementale :

1. **La réduction des émissions de gaz à effet de serre** générées par l'activité directe et indirecte de l'entreprise (baisse des consommations de ressources, optimisation de la gestion des déchets, réduction de la consommation d'énergie pour les transports marchandises/produits et personnes).
2. **La diminution de son impact sur la biodiversité.**
3. **L'initiation d'une démarche d'éco-conception** de certains produits et services.
4. **L'intégration des critères sociaux et environnementaux** dans la politique d'achats fournisseurs/prestataires (charte fournisseurs).



L'OUVERTURE À UNE DÉMARCHE SOCIÉTALE

NOTRE VISION

Les entreprises les plus performantes sont celles qui s'ouvrent au monde extérieur et qui interagissent avec l'ensemble de leurs parties prenantes, notamment auprès de leur secteur d'activité, de leur position territoriale et régionale, de la société civile, des ONG, du monde associatif.

NOTRE ENGAGEMENT

OFI Private Equity Capital s'engage à soutenir et encourager les entreprises de son portefeuille, à développer leur démarche sociétale dans différents domaines : leur secteur d'activité (syn-

dicats, fédérations ou organismes professionnels), leur implantation locale/régionale, auprès d'associations, d'ONG ou d'acteurs engagés dans le développement durable.

NOTRE ACTION

OFI Private Equity doit s'assurer que chaque entreprise progresse sur sa relation avec l'ensemble de ses parties prenantes :

- Élaboration d'une **cartographie des parties prenantes sociétales.**

LA MESURE DE NOTRE ENGAGEMENT

OFI Private Equity Capital a défini des indicateurs de performance extra-financière pour la gouvernance, le social, l'environnement et le sociétal, permettant de mesurer la démarche de progrès RSE des entreprises de son portefeuille.

REPORTING EXTRA-FINANCIER

REPORTING ESG CONSOLIDÉ

OFI Private Equity Capital a réalisé en 2009 sa première consolidation RSE des critères extra-financiers auprès de cinq des six entreprises détenues majoritairement : DESSANGE International, Léon de Bruxelles, Gault & Frémont, IMV Technologies et Fondis Electronic. Ce premier reporting extra-financier a été établi à partir des diagnostics RSE de chacune des entreprises, évaluées d'après la méthode du Guide AFNOR SD 21 000*.

Les diagnostics RSE s'appuient ainsi sur une liste de 34 enjeux issus de l'ensemble des domaines du développement durable qui, de natures différentes, constituent les facteurs clés de performance de l'entreprise. Ces 34 enjeux ont été regroupés en 8 catégories représentatives des enjeux majeurs pour OFI Private Equity Capital :

- Gouvernance
- Relation salariés
- Environnement
- Sociétal
- Performance économique
- Relation clients
- Relation fournisseurs
- Relation actionnaires

Chacun des enjeux est évalué sur une échelle de performance permettant de situer le niveau de maîtrise opérationnelle de 1 à 5 (faible, moyen, forte, maturité, excellence) de l'entreprise. Chaque catégorie est également représentée sur une échelle d'importance de 1 à 5 reflétant les différents niveaux d'importance évalués par OFI Private Equity Capital, en tant qu'actionnaire majoritaire.

Le Bilan RSE Consolidé d'OFI Private Equity Capital fait ressortir trois axes majeurs :

- **L'axe Economique** traduit un très bon niveau de maîtrise de l'ensemble des entreprises quant à leur performance économique, leur relation de collaboration étroite avec l'équipe d'OFI Private Equity Capital et, enfin, leur relation solide avec leurs principaux clients. Son niveau d'importance situé entre majeur et fondamental reflète l'enjeu économique essentiel pour l'actionnaire.

* Evaluation réalisée par un cabinet externe.

[AFNOR]
(Association Française de Normalisation)

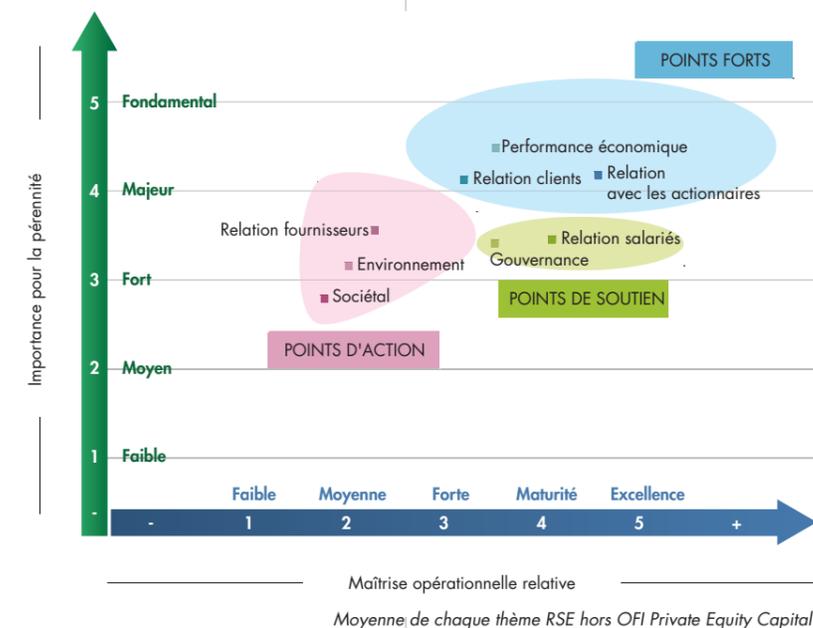
« Guide AFNOR SD 21 000 (FDX 30-021) : Développement durable – Responsabilité Sociétale des entreprises – : Guide pour la prise en compte des enjeux Développement Durable dans la stratégie et le management des entreprises »

[Définition de la RSE du Guide AFNOR SD 21 000]

« La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) intègre des préoccupations sociales et environnementales des organismes à leurs activités économiques et à leurs relations avec les parties intéressées. Il s'agit non seulement de satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aussi d'aller au-delà et d'investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties intéressées »

- **L'axe Social et Gouvernance** traduit un très bon niveau global de la gouvernance et du social (trois entreprises se positionnent proches de l'excellence et deux sont en démarche de progrès). Il s'agit d'un axe prioritaire défini par OFI Private Equity Capital car l'amélioration de ces enjeux contribuera fortement à accélérer la croissance et la performance des entreprises de son portefeuille.
- **L'axe Environnemental et Parties prenantes** traduit l'initiation d'une démarche environnementale, notamment à partir du bilan carbone. La relation avec les fournisseurs et la relation sociétale sont encore des sujets récents pour la majorité des entreprises qui doivent progresser sur ces critères.

EVALUATION RSE CONSOLIDÉE DU PORTEFEUILLE (5 SOCIÉTÉS ASSOCIÉES)



L'engagement d'OFI Private Equity sur la RSE est de s'assurer que chaque entreprise progresse sur les 3 axes (voir la Charte d'engagements RSE pages 29 à 31) qui leur permettront de continuer à développer leur performance économique et leur pérennité tout en intégrant des démarches de progrès sur les aspects social, sociétal et environnemental.

Comment est née l'empreinte carbone ?

La problématique du réchauffement climatique ainsi que la raréfaction des ressources naturelles énergétiques ont conduit nombre de pays à mettre en place des politiques visant plus particulièrement la minimisation de l'utilisation de l'énergie et, plus largement, celle des ressources naturelles.

Les réglementations spécifiques qui en ont découlé se sont traduites par des incitations à produire de façon plus efficace d'une part (notamment moindre consommation d'énergie, utilisation d'énergie propre...), à consommer de façon plus « responsable » d'autre part (éco-conception, information environnementale...).

C'est dans ce contexte qu'est né le concept « d'empreinte carbone » (Carbon footprint).

Comment mesurer l'empreinte carbone d'une entreprise ?

La méthode Bilan Carbone® de l'ADEME est une démarche de management environnemental. C'est une méthode de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre à partir de données facilement disponibles pour parvenir à une bonne évaluation des émissions directes ou induites par l'activité d'une entreprise industrielle ou tertiaire, administration, collectivité et même territoire.

www.ademe.fr

Pourquoi réduire son empreinte carbone ?

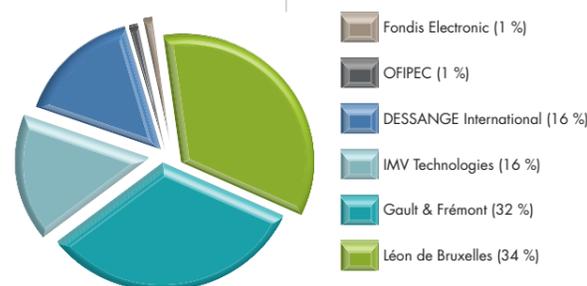
Pour réduire sa consommation d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon...), principales sources d'émissions de gaz à effet de serre produite par l'activité humaine.

Pour réduire sa dépendance énergétique : 85 % des énergies primaires mondiales sont d'origine fossile. Une ressource épuisable dont les prix augmentent. Une mutation que les entreprises doivent anticiper.

BILAN CARBONE CONSOLIDÉ

OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL A RÉALISÉ EN 2009 SON PREMIER **BILAN CARBONE CONSOLIDÉ**, QUI COMPTABILISE **59 980 TONNES ÉQUIVALENTES CO₂**. IL INCLUT LE BILAN CARBONE DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION OFI PRIVATE EQUITY ET CELUI DE 5 DES 6 ENTREPRISES DÉTENUES MAJORITAIREMENT.* LE BILAN CARBONE DE CHAQUE SOCIÉTÉ EST CORRÉLÉ À SON ACTIVITÉ / MÉTIER (INDUSTRIEL OU TERTIAIRE), À SON FONCTIONNEMENT, À SES PROCESS INTERNE ET EXTERNE ET ENFIN À SON NIVEAU DE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE NOMBRE DE SES SALARIÉS.

CONSOLIDATION CARBONE OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL PAR ENTREPRISE

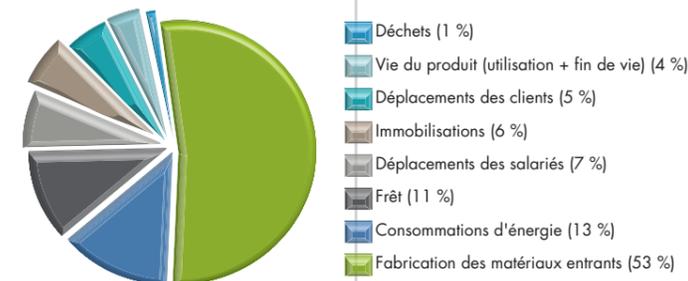


- Léon de Bruxelles et Gault & Frémont concentrent chacune plus de 30 % des émissions équivalentes CO₂. Les émissions de matériaux entrants (produits alimentaires/non alimentaires et papiers/cartons) constituent une part prépondérante de leurs bilans carbone (52 % et 69 %).
- IMV Technologies et DESSANGE International contribuent pour 16 % chacune aux émissions, en raison respectivement des matériaux entrants et du fret pour IMV Technologies, et de la consommation d'énergie dans les salons de coiffure.
- Fondis Electronic et OFI Private Equity Capital, de par leur activité tertiaire et leur nombre de salariés, représentent moins de 1 % des émissions.

*- Réalisation de 6 Bilans Carbone en 2008/2009 (à l'initiative d'OFI Private Equity Capital par un cabinet de conseil habilité méthode Ademe V6):

- Léon de Bruxelles, DESSANGE International, Gault & Frémont, IMV Technologies : année référence 2008
- Fondis Electronic, OFI Private Equity Capital : année référence 2009
- Le Bilan Carbone de DESSANGE International n'intègre que le périmètre France (siège et franchisés), en cohérence avec les méthodes d'évaluation mises en œuvre

CONSOLIDATION CARBONE OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL PAR POSTE D'ÉMISSION



Cette démarche d'évaluation des émissions carbone pour les sociétés du portefeuille d'OFI Private Equity Capital a permis une prise de conscience des dirigeants et de leurs équipes ainsi qu'une meilleure compréhension de l'impact environnemental direct et induit de l'activité des entreprises, mais aussi la sensibilisation et la mobilisation de l'ensemble des organisations autour de l'axe environnemental.

Elle a par ailleurs engendré l'initiation de nouveaux projets innovants (éco-conception, biodiversité...) et la mise en place de groupes de travail, de plans d'action et d'axes de progrès pour 2010/2011 sur les postes majeurs d'émissions de carbone.

Questions à...



Patrice Auclair,

Président
du cabinet conseil
Effet de levier

- Que pensez-vous de la consolidation des bilans carbone d'OFI Private Equity Capital et de ses participations ?

C'est une démarche remarquable que d'avoir réalisé un bilan carbone sur l'ensemble des entreprises du portefeuille dans lesquelles OFI Private Equity Capital est majoritaire. Une action qui n'est pas si courante, y compris chez les grands groupes internationaux. Cela permet notamment d'avoir une approche homogène sur l'impact environnemental des entreprises et, partant de là, une démarche quantifiée et raisonnée.

- Pourquoi modéliser les bilans RSE des entreprises en suivant le guide Afnor SD 21000 ?

La difficulté de l'analyse des aspects RSE est la grande diversité d'éléments sous-jacents. Le guide Afnor SD 21000 permet d'évaluer et de positionner de manière pratique les différents facteurs RSE. C'est une méthode française reconnue, qui suppose une première phase d'approfondissement sur le sujet, pendant laquelle toutes les questions du guide ont été posées. C'est en outre une étape importante en vue d'une labellisation, qui permet notamment d'identifier les phases de progrès à mettre en œuvre.

- Quels enseignements tirez-vous de la démarche Développement Durable d'OFI Private Equity Capital ?

La démarche systématique mise en place permet de déboucher sur une approche stratégique. L'étape d'état des lieux accomplie en 2009 est essentielle : elle permet l'élaboration des premiers plans d'action, la création d'une phase d'appropriation avec les entreprises concernées. Cette démarche volontaire favorise des gains de compétitivité et de différenciation, elle va dans le sens d'une pérennité des entreprises et, au final, apporte un éclairage différent et complémentaire de la stratégie des entreprises.

REPORTING ESG D'OFI PRIVATE EQUITY

OFI PRIVATE EQUITY, GÉRANT D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL, S'EST ENGAGÉ À RENDRE COMPTE CHAQUE ANNÉE D'UNE DÉMARCHÉ DE PROGRÈS DE SA POLITIQUE RSE.

GOUVERNANCE

La gouvernance d'OFI Private Equity Capital et d'OFI Private Equity est présentée dans les pages 22 à 24.

OFI Private Equity a mis en place un Comité Exécutif composé du Directoire, des deux Directeurs d'Investissements, de la Directrice Financière, de la Directrice Développement Durable et de l'attachée de Direction. Son rôle est d'aider le directoire à définir la vision stratégique à court et moyen terme, de gérer la croissance et, enfin, d'améliorer le fonctionnement et la communication interne et externe.

SOCIAL

Gestion du capital humain et employabilité

L'équipe dirigeante d'OFI Private Equity a mis en place une organisation et un mode de management axés sur la responsabilisation, la délégation, l'autonomie et le travail en équipe.

Elle a instauré une formalisation des évaluations annuelles de performances des salariés. A l'issue de son entretien individuel annuel, le collaborateur identifie avec sa hiérarchie la formation nécessaire à l'amélioration de ses compétences. Celle-ci permet de développer la gestion des compétences de ses collaborateurs et leur employabilité. 100 % des collaborateurs ont eu un entretien annuel formalisé.

Dialogue Social

L'équipe dirigeante a instauré un management de proximité favorisant le dialogue et les relations directes entre salariés et équipe dirigeante (réunions d'équipe hebdomadaires, réunion mensuelle de l'ensemble des collaborateurs).

ENVIRONNEMENT

OFI Private Equity s'est engagé en 2009 à réduire son empreinte environnementale à travers trois axes :

La sensibilisation de ses collaborateurs

Formation de 100 % de l'équipe aux principaux enjeux du développement durable ainsi qu'au

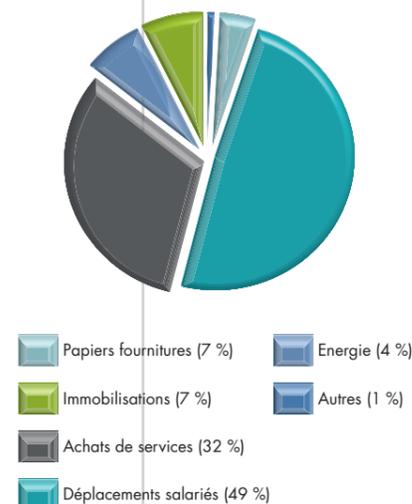
bilan carbone, à la politique RSE des entreprises, à la normalisation AFNOR SD 21000.

Le bilan carbone

OFI Private Equity, société de treize personnes, gérant d'OFI Private Equity Capital, a réalisé pour la deuxième année consécutive son bilan carbone (méthode ADEME) afin de mesurer les émissions de gaz à effet de serre de son activité directe et indirecte. Ce bilan carbone (123 tonnes équivalent CO₂) reflète l'activité d'une société de services, avec deux postes constituant 79 % des émissions : un poste d'émissions directes (déplacements professionnels hors Europe des investisseurs dans les sociétés du portefeuille ou dans des futures acquisitions) et un poste d'émissions indirectes (les prestataires externes tels les commissaires aux comptes, communication, consultants...).

BILAN CARBONE OFI PRIVATE EQUITY 2009*

*Méthode ademe



Le bilan carbone d'OFI Private Equity comptabilise 123 tonnes équivalent CO₂, soit une réduction de 50 % sur un an, essentiellement due à une baisse d'activité en termes d'investissements en 2009. On note également une réduction des consommations énergétiques due à un changement du siège social d'OFI Private Equity avec un système de chauffage moins carboné.

Une politique éco-responsable des bureaux

OFI Private Equity a effectué en 2009 un audit de ses pratiques environnementales dans ses bureaux et a identifié un plan d'action pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et son impact sur l'environnement. Ce plan passe par 3 types d'actions :

- La réduction de la consommation d'énergie et des consommables bureaux (pose de capteurs électriques et d'ampoules basse consommation, de régulateurs de débit d'eau — ecoperl/WWF), diminution de la quantité d'impressions (passage de certaines publications par courrier électronique), achat de papier 100 % recyclé, achat de matériel de bureau 100 % recyclé (cahier, stylos, post-it...).

- La réduction des déchets : tri sélectif des papiers en collaboration avec ELISE - Entreprise Locale d'Initiatives au Service de l'Environnement -, société de tri et de valorisation de papiers de bureaux avec un projet social d'entreprise adapté créant des emplois durables pour des personnes en difficulté d'insertion professionnelle, dont 30 % de travailleurs handicapés, recyclage de 100 % des papiers, des néons, toners et cartouches d'encre.



- L'optimisation des transports : mise en place d'une politique de transports des collaborateurs favorisant les conférences téléphoniques et les transports verts, utilisation d'un coursier circulant en scooter 100 % électrique.

SOCIÉTAL

OFI Private Equity Capital s'est engagé dans une démarche sociétale auprès de l'industrie du private equity via la contribution à la création du club Développement Durable de l'AFIC. Son action consiste aussi à soutenir de jeunes acteurs du développement durable comme les « Green Dating » - Les rendez-vous mensuels de l'économie durable - créés en 2008 par ECOLife et dont l'objectif est l'échange de bonnes pratiques et la promotion du Green Business, (www.eco-life.fr) ou encore de Citizen Capital, jeune fonds de capital-investissement, doté d'une démarche sociétale (www.citizencapital.fr).

OFI Private Equity Capital est également membre de l'EVPA (L'European Venture and Philanthropy Association [www.evpa.eu.com])



Questions à...



Laurence Château de Chazeaux,
Directrice du Développement Durable d'OFI Private Equity

Quel est votre rôle ?

Ma mission consiste à accompagner notre société de gestion ainsi que les entreprises de notre portefeuille détenues majoritairement dans une stratégie de développement durable, formalisée par une démarche RSE. Cela passe par des bilans développement durable et des bilans carbone, mais aussi par la sensibilisation de nos équipes d'investisseurs pour qu'ils tiennent compte de ces critères dans leurs investissements et la gestion du portefeuille. Nous sommes partis d'une page blanche car cette fonction n'existait pas dans le private equity français.

Concrètement, qu'avez-vous entrepris ?

La rencontre avec les entreprises du portefeuille s'est particulièrement bien passée. Elles se sont approprié le projet et ont pris conscience de l'intérêt qu'elles avaient à mettre en œuvre une stratégie de développement durable. Au demeurant, elles avaient pour la plupart déjà intégré en partie ces critères, sur la gouvernance et le volet social. Elles se sont donc organisées, ont nommé un responsable, intégré ce sujet dans leur budget 2010 et, pour cinq d'entre elles, réalisé un bilan carbone dès 2009. Notre engagement en matière de développement durable démontre notre volonté d'actionnaire de prendre en compte des sujets extra-financiers.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Il est important d'intégrer réellement cette démarche dans la stratégie des entreprises et que chacune associe 100 % de ses salariés et affiche ses quatre à cinq sujets prioritaires. La mise en place de la charte RSE et d'indicateurs de performance définis va permettre de pouvoir quantifier et mesurer les progrès accomplis. Mais nos entreprises ont compris que c'était pour elles un facteur différenciant, créateur de valeur et fédérateur pour les équipes. Du coup, elles sont très motivées.

Questions à...

Marie-Laure Simonin Braun,
membre
du Directoire
de DESSANGE
International



REPORTING ESG de DESSANGE INTERNATIONAL

— Quelle place occupe le développement durable pour DESSANGE International ?

C'est un enjeu présent dans tous nos domaines d'activité : salons, sièges, sites de fabrication des produits, etc. Nous avons par exemple réduit nos consommations énergétiques de 30 % sur notre site industriel en Bretagne.

— L'environnement est donc au cœur de vos préoccupations ?

Cela doit en être une par la nature même de nos métiers, mais ce n'est pas le seul axe du développement durable que nous travaillons. Nous sommes également engagés en matière de biodiversité et de sociétal. Par exemple, dans notre gamme de soins capillaires PHYTODESS riche en actifs naturels, nous avons réalisé en 2009 un important travail de certification, de sourcing et d'établissement de chartes fournisseurs. Sur le plan sociétal, nous avons décidé de répondre à nos engagements de solidarité auprès des femmes en reversant 20 centimes d'euro sur chaque produit DESSANGE capillaire (gamme de luxe lancée en octobre 2009, également sans sulfate) à l'association Cosmetic Executives Women. Via des Centres de Beauté, cette association prodigue des soins esthétiques gratuits aux femmes hospitalisées.

— Quelles sont les prochaines étapes ?

Le récent bilan carbone est un premier repère et nous offre de bonnes pistes de réflexion. Outre la discipline accrue dans chacune des activités, nous travaillons à l'éco-conception d'un salon pour Camille Albane. Nous continuons aussi à mettre en place le développement de gammes de produits éco-responsables, que ce soit en intervenant sur les matières premières ou sur les emballages. Tout en gardant à l'esprit que développement durable ne rime pas uniquement avec environnement, mais aussi avec engagement social et sociétal.

ACTEUR DE PREMIER PLAN DANS LA BEAUTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES FEMMES, DESSANGE INTERNATIONAL S'ENGAGE DANS UNE DÉMARCHÉ DÉVELOPPEMENT DURABLE À TRAVERS SES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS.

GOUVERNANCE

Le Conseil de surveillance est composé de quatre membres d'OFI Private Equity Capital et d'un indépendant (Pierre-Philippe Giudicenti). Un nouveau Directoire a été mis en place en 2009 ; il est composé de Benjamin Dessange (Président), Frédéric Moreno (Directeur Général délégué), Marie-Laure Simonin Braun (Directeur Général Dba, activité produits, Directrice Développement Durable) et Philippe Vincent (Directeur administratif et financier).

Deux comités opérationnels (marketing et commercial) ont également été créés en 2009.

SOCIAL

La politique de ressources humaines est gérée par les dirigeants de chacune des activités, en collaboration avec les Directions administrative / financière et juridique / relations sociales. Le succès et la reconnaissance mondiale des marques de DESSANGE International reposent sur une culture d'entreprise forte, un esprit « Maison ».

Gestion du capital humain et employabilité

Le groupe est réputé pour sa formation d'excellence à destination des collaborateurs des salons filiales et franchisés : un enseignement reconnu dans la coiffure attirant ainsi de jeunes talents à fort potentiel. Chaque enseigne propose un parcours progressif d'évolution de carrière en France ou à l'International et chaque marque a son centre de formation propre. En 2009, le groupe a doublé son niveau de formation (44 % de l'effectif total vs 20 % en 2008).

La politique de rémunération est motivante pour les collaborateurs des salons avec un système de variable lié au CA, mesure anticipée de la réglementation obligatoire de la convention collective de la coiffure mise en vigueur en 2009.

Diversité

Un accord « emploi des seniors » a été signé pour toutes les branches d'activité avec des plans d'action par activité axés sur le maintien de l'emploi des 55 ans et plus.

Conditions de travail, Santé, Sécurité

De nouvelles mesures de prévention ont été prises en partenariat avec un ingénieur de la CRAM et le médecin du travail pour le site industriel et logistique de Guidel, en Bretagne (des mesures sur les nuisances sonores et des protections auditives personnalisées ont été mises à la disposition de 100 % des salariés travaillant dans la salle de conditionnement).

Dialogue social

Dba (filiale produits) a élaboré un questionnaire d'enquête anonyme sur les conditions de travail dans les deux sites (Paris et Guidel) réalisé par le CHSCT avec l'accord de la Direction.

ENVIRONNEMENT

Le groupe s'est engagé en 2009 sur trois axes d'amélioration de son impact environnemental :

La réalisation d'un bilan carbone*

DESSANGE International a mesuré son empreinte carbone sur un périmètre France incluant les activités du groupe (siège, site industriel et logistique Dba, les 20 salons filiales) ainsi que la totalité des salons franchisés France (568 salons). Le bilan global France est de 9 727 tonnes équivalent CO₂ et reflète l'activité des 588 salons (gros consommateurs d'électricité : sècheurs, climatisation, luminaires, etc.) ainsi que la fabrication et la distribution de produits capillaires et cosmétiques. La réalisation du bilan carbone a permis de sensibiliser les équipes.

Une politique d'achat de matières premières « responsables »

Le groupe s'est engagé à développer l'utilisation d'ingrédients d'origine naturelle / végétale (plus de 60 % en 2009) sur les marques PHYTODESS et DESSANGE. Il a aussi évalué ses fournisseurs sur des critères sociaux et environnementaux et intégré les enjeux de développement durable dans sa charte fournisseurs.

Le lancement de produits intégrant une démarche éco-responsable

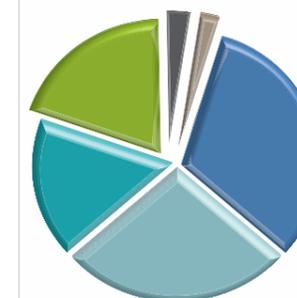
Les shampoings de la nouvelle gamme capillaire DESSANGE ont été réalisés sans sulfate, avec un étui carton certifié FSC (provenant de forêts gérées durablement), et enfin solidaire des femmes (0,20€ reversé pour chaque produit vendu aux centres de Beauté du CEW)**.

SOCIÉTAL

Depuis 2006, DESSANGE International s'est engagé auprès de **COSMETIC EXECUTIVE WOMEN, une association qui crée des centres de beauté dans les hôpitaux pour aider des femmes à mieux vivre leur maladie.

BILAN CARBONE 2009*

*Méthode ademe



DESSANGE PARIS



Gamme capillaire de luxe

PHYTODESS PARIS



L'expertise de la coiffure, les richesses de la nature comme sources de beauté des cheveux

Questions à...

Mariannick Ozanne,
Directrice Qualité
et Développement
durable chez
Léon de Bruxelles



REPORTING ESG de LÉON DE BRUXELLES

LA DÉMARCHE ENGAGÉE DE LÉON DE BRUXELLES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE A PERMIS D'INTÉGRER CES ENJEUX DANS LA STRATÉGIE DE LA SOCIÉTÉ, NOTAMMENT PAR LA CRÉATION D'UNE ORGANISATION DÉDIÉE : UN COMITÉ DÉVELOPPEMENT DURABLE ET UNE DIRECTION QUALITÉ ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.

GOUVERNANCE

Le Conseil de surveillance affiche trois représentants d'OFI Private Equity Capital, deux représentants de CEREAS Gestion et un administrateur indépendant. Le Directoire est composé de Michel Morin (Président), Laurent Gillard (Directeur général adjoint), Isabelle Pelletier (Directrice administrative et financière). Celui-ci s'appuie dans sa gestion opérationnelle sur un comité de direction et sur des comités opérationnels spécifiques. Création en 2009 d'un Comité Développement Durable, reportant au Comité de Direction, et d'une Direction Qualité et Développement Durable.

SOCIAL

Le management des hommes chez Léon de Bruxelles constitue une des principales priorités de l'équipe dirigeante. C'est avant tout un management de proximité et une culture d'entreprise forte qui reflète « un esprit de famille » et des valeurs clés : Transparence, Respect, Autonomie, Convivialité, Exigence (TRACE).

Gestion du capital humain et employabilité

— Une formation pour tous les collaborateurs

Après l'école de formation destinée à l'encadrement, Léon de Bruxelles a créé un parcours « challenger », une formation accélérée sur 18 mois pour les collaborateurs à fort potentiel, et plus récemment des formations e-learning, (multipliées par cinq en nombre d'heures en 2009, soit 4756 heures) qui permettent de former la totalité du personnel dans les restaurants.

— Une politique de rémunération motivante

Elle se situe dans la fourchette haute du secteur. Dans un souci permanent d'avancées sociales, Léon de Bruxelles a anticipé en 2009 les mesures sociales liées à la réglementation de la TVA (revalorisation de la grille des salaires employés au 1^{er} juillet 2009, mutuelle gratuite pour tous les employés et agents de maîtrise, etc.).

Diversité

Le groupe favorise une politique de diversité avec 73 nationalités différentes représentées à tous les degrés de responsabilité, l'intégration en 2007 de travailleurs handicapés dans les restaurants et enfin un accord seniors signé entre la direction et les partenaires sociaux en 2009 qui favorise le maintien de l'emploi des plus de 55 ans.

Conditions de travail, Santé, Sécurité

Le groupe a élaboré un document unique très complet en partenariat avec la CRAM identifiant l'ensemble des mesures de préventions.

— Quelle place le développement durable occupe-t-il chez Léon de Bruxelles ?

Nous sommes concernés et actifs sur l'ensemble des sujets liés au développement durable. L'environnement bien sûr, mais aussi le social et le sociétal, domaines dans lesquels nous avons fait beaucoup sans savoir vraiment qu'il s'agissait de développement durable.

— Quel a été l'impact de votre bilan carbone ?

C'est une démarche active qui va dans le sens de l'entreprise responsable que nous sommes. Ce bilan nous a réservé une bonne surprise : les émissions de CO₂ liées aux moules, notre produit phare, sont nettement inférieures à celles de la plupart des autres produits alimentaires. Le bilan carbone nous permet aussi d'identifier les pistes d'amélioration pour chacun des postes, améliorations qui seront suivies par différents indicateurs. C'est une mobilisation interne qui est un véritable projet d'entreprise.

— Pourquoi avoir créé un comité développement durable ?

La vocation de ce comité créé en 2009 est d'avoir une vision d'ensemble des sujets liés au développement durable et d'étudier la réalisation opérationnelle des décisions stratégiques prises dans ce domaine par le Comité de Direction. Il est composé de 17 personnes provenant des restaurants du groupe comme des différentes fonctions du siège. Il a par exemple beaucoup travaillé en 2009 sur les sujets liés au bilan carbone comme l'optimisation d'un plan d'allumage dans les cuisines en vue de réduire la consommation d'énergie. Pour 2010, les principaux axes de travail sont la communication et le suivi des indicateurs.

Léon donne sa chance à tous, sans distinction d'origine, d'âge ou de religion"

Mouhamadou Diallo,
Directeur du restaurant
Léon de Bruxelles
de Mantes-Buchelay (78)

viande : 1kg de moules émet 100 fois moins de CO₂ que 1kg de viande de veau et 40 fois moins que 1 kg de viande de bœuf.

Un plan d'action sur 2010/2011 a été validé par le comité de direction pour réduire les émissions du groupe.

Le comité développement durable en action

Un programme de réduction de la consommation des énergies et ressources dans les restaurants (électricité et eau) a été établi ainsi que des actions de tri des déchets (recyclage des toners), en partenariat avec la société « Les ateliers du bocage », filiale d'Emmaüs.

Des achats « responsables » ont été décidés (sets de table, cartes menus, et autres supports distribués en restaurant sont imprimés sur du papier certifiés Imprim'vert et PEFC, Produits de nettoyage Ecolabel...)

Des fournisseurs déjà engagés

Certains producteurs de moules comme MEDITHAU ont déjà engagé des démarches de référentiel (AFAQ 1000NR : évaluation du degré d'intégration des principes du développement durable dans l'organisation).

Santé Publique/Sécurité Alimentaire

Léon de Bruxelles a mis en place une démarche qualité, respectueuse de l'environnement avec une traçabilité totale de ses moules de l'élevage à la livraison, ainsi qu'une démarche de gestion de crise, illustrant sa responsabilité en matière de santé publique et de sécurité alimentaire.

SOCIÉTAL

Léon de Bruxelles s'est engagé depuis 2 ans auprès de la « Fondation Mouvement pour les Villages d'Enfants ». Les 54 restaurants et leurs clients se sont mobilisés en décembre 2009 pour récolter des fonds et financer des programmes pour la protection de l'enfance. Le groupe a également offert la possibilité aux jeunes de la Fondation d'effectuer un stage d'immersion dans un restaurant. D'autres initiatives de solidarité ont été entreprises, comme le partenariat avec l'association « Pain contre la faim » au Mans.

Dialogue social

Les deux indicateurs de turnover et de promotion interne illustrent bien le dialogue social permanent entre la direction, les représentants du personnel et l'ensemble des salariés.

ENVIRONNEMENT SANTÉ PUBLIQUE

Léon de Bruxelles s'est engagé en 2009 dans une véritable démarche environnementale avec des actions de grande envergure.

La réalisation d'un bilan carbone*

Le bilan carbone (périmètre complet : siège + restaurants) a comptabilisé 20 544 tonnes équivalent CO₂ reflétant une activité de restauration à faible impact carbone comparé à d'autres chaînes de restauration à thème. En effet, les moules génèrent peu de carbone comparé à la

DEUX INDICATEURS ILLUSTRANT L'EXCELLENCE DE LA POLITIQUE SOCIALE DE LÉON DE BRUXELLES

Un des plus faibles turnover de la profession / une promotion interne très forte.



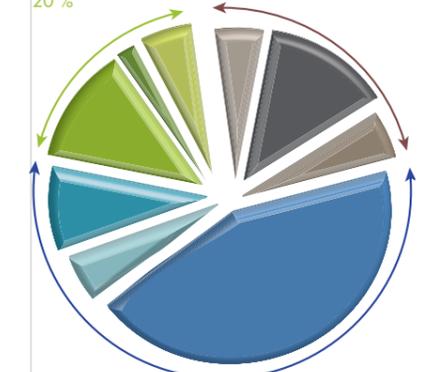
	2002	2005	2009
Turnover	102 %	47 %	38 %
Promotion interne encadrement	ND	ND	81 %

BILAN CARBONE 2009*

*Méthode ademe

ÉMISSIONS LIÉES AU FONCTIONNEMENT DES RESTAURANTS 20 %

FLUX DE BIENS ET DE PERSONNES 23 %



FABRICATION DES PRODUITS ENTRANTS 57 %

- Produits non alimentaires (5 %)
- Emballages (9 %)
- Produits agroalimentaires (43 %)
- Déplacements des salariés (5 %)
- Frêt (5 %)
- Déplacements des clients (13 %)
- Immobilisations (5 %)
- Déchets (2 %)
- Énergie (13 %)

Questions à...

Eric Goblet,
Directeur Qualité
et Développement
Durable d'IMV
Technologies



— **Quelle place le développement durable occupe-t-il chez IMV Technologies ?**

Nous avons créé une « Green Team » dans laquelle chaque service de l'entreprise est représenté et qui se réunit mensuellement depuis début 2009. Son but initial est de stimuler les équipes sur le sujet, de passer les idées en revue, puis de sélectionner les actions à mener. De nombreux sujets ont émergé, de la vie courante de l'entreprise à des projets de plus grande envergure. Nous participons également à des actions collectives sur notre territoire, au niveau local, aux côtés d'une quarantaine d'entreprises de la Communauté de communes avec lesquelles nous travaillons sur des sujets comme les transports ou la restauration collective, comme régional, au sein d'un groupe de travail créé par le conseil régional de Basse-Normandie.

— **Votre implication va jusque dans votre production...**

En effet. Dans le domaine des consommables plastiques, difficilement recyclables, nous voulons notamment développer une offre alternative. Nos premières sondes biodégradables sont entrées en 2009 en phase de pré-industrialisation et seront sur le marché en 2010. Nous poussons donc l'innovation dans ce domaine, avec la certitude que les besoins de nos clients vont évoluer dans ce sens-là. Cela se fera à des rythmes différents suivant les pays et les contraintes économiques, réglementaires ou d'image, mais cela semble inéluctable et nous comptons être leader dans ce domaine aussi. Deux à trois ans seront nécessaires pour que la totalité de notre production de sondes, soit 26 millions, devienne biodégradable.

REPORTING ESG d'IMV TECHNOLOGIES

IMV TECHNOLOGIES A INTÉGRÉ LA DÉMARCHÉ DÉVELOPPEMENT DURABLE EN 2009 COMME UN DE SES AXES STRATÉGIQUES, EN CRÉANT UNE ORGANISATION DÉDIÉE : LA GREEN TEAM CHARGÉE D'INITIER DES ACTIONS CONCRÈTES ET DE SENSIBILISER L'ENSEMBLE DES SERVICES.

GOUVERNANCE

Le Conseil de surveillance comprend trois représentants d'OFI Private Equity, M. Cassou et un censeur. Le Directoire est composé de Gilles de Robert (Président), Frédéric Keller (DAF), Eric Schmitt (Directeur R&D) et Pascal Lecoine (Directeur CRYOVET & industriel). Celui-ci s'appuie dans sa gestion opérationnelle sur un comité de direction (Directoire + Directeur industriel + DRH).

IMV Technologies a par ailleurs mis en place en juin 2009 un **code d'éthique** dont l'objectif est de communiquer à chaque collaborateur un code de conduite et un cadre de référence, lui permettant ainsi de comprendre et respecter les valeurs, le mode de fonctionnement et les directives de l'entreprise IMV Technologies en matière sociale notamment.

SOCIAL

La politique de ressources humaines d'IMV Technologies repose sur une culture d'entreprise et des valeurs fortes, favorisées par un management de proximité, de respect et de communication. La direction associe les collaborateurs sur un certain nombre de projets, en favorisant la délégation, l'engagement, la motivation et le développement des compétences.

Gestion du capital humain et employabilité

La formation fait partie des points clés de la politique sociale du groupe sur l'ensemble des catégories socioprofessionnelles dans l'objectif d'améliorer en continu les compétences. Des évaluations et entretiens annuels formalisés ont été réalisés sur 100 % des collaborateurs depuis 2006.

Diversité

L'entreprise s'engage à veiller au respect de l'égalité professionnelle tant au niveau du recrutement que de la formation et des promotions salariales, et ainsi donner une égalité des chances à tous. IMV Technologies a une volonté d'intégrer dans sa politique sociale des travailleurs handicapés (2008 : 11 travailleurs handicapés).

Conditions de travail, santé, sécurité

Le groupe travaille en collaboration avec le CHSCT sur des mesures de prévention pour la sécurité, les TMS, etc. Deux formations ont été réalisées à ce titre : une formation PRAP (Prévention des Risques liés à l'Activité Physique) pour améliorer les connaissances relatives aux bons gestes et aux bonnes postures de sécurité afin de réduire ainsi les accidents dus à la manutention et à la manipulation des charges, ainsi qu'une formation SST (Sauvetage Secourisme du Travail).

Dialogue social

Un vrai dialogue social, constructif entre dirigeants et salariés permet notamment la prise en compte d'accords collectifs et d'avis favorables sur de nouveaux projets tels que des acquisitions, une nouvelle usine... Des mesures sociales favorisent l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle : organisation du temps de travail de 4 ou 4,5 jours selon les services, prime de naissance, 31 jours de congés payés (contre 30), financement de 4 places en crèche et halte-garderie pour faciliter la garde des enfants des salariés.

ENVIRONNEMENT

La société a créé une organisation dédiée en 2009, la **Green Team**, composée de membres de tous les services (plus de 10 personnes) qui se réunit mensuellement.

Plan d'action

La Green Team a multiplié les initiatives comme la création d'un espace développement durable sur l'intranet avec une boîte à idées, la distribution à sa sortie du film DVD « HOME » de Yann Arthus Bertrand à l'ensemble des salariés. Elle a aussi lancé une opération « paperless » réduisant de 44 % les impressions papier, ou encore la dématérialisation d'un certain nombre de documents sur l'intranet. Enfin, elle a intégré des critères environnementaux et sociaux dans l'évaluation de ses fournisseurs.

Réalisation d'un bilan carbone*

Le groupe a dégagé 9 850 tonnes équivalent CO₂. Les deux principaux postes sont les matériaux entrants (dont 50 % de matières plastiques) et le frêt (dont 90 % pour le frêt aérien vers les clients), qui représentent à eux seuls près de 80 % de l'impact de l'activité d'IMV Technologies.

Développement d'une gamme de produits dans une démarche d'éco-conception

Une nouvelle gamme (sonde + sachet) d'insémination artificielle porcine en polymères **100 % biodégradable** a été créée pour répondre aux préoccupations croissantes des utilisateurs en matière de protection de l'environnement et de préservation de la biodiversité.

Nouvelle usine HQE

La construction d'un nouveau bâtiment de 12 000 m² a été lancée, avec 14 critères cibles Haute Qualité Environnementale (eco-construction, eco-gestion, eco-confort, eco-santé...). Cette usine HQE a également nécessité un choix de gestion durable de l'énergie (chaudière à bois, toiture en panneaux photovoltaïques...).

SOCIÉTAL

IMV Technologies a participé au projet collectif de développement durable de la Communauté des communes de l'Aigle. Autre engagement local, la participation à « Amélioration 21 entreprises », un groupe de travail sur la politique développement durable du Conseil régional de Basse-Normandie (105 actions engagées).



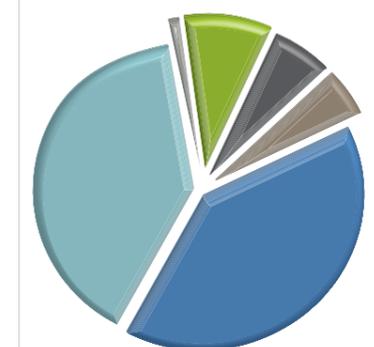
Equipe R&D



Près de 1700 m² de panneaux photovoltaïques installés sur la nouvelle usine HQE

BILAN CARBONE 2009*

*Méthode ademe



Questions à...

Rémi Boitier,
Président
de Gault & Frémont



— **A quand remonte votre action en matière de développement durable ?**

Nous avons engagé une démarche formelle dans le développement durable en 2008, sous l'impulsion de notre actionnaire OFI Private Equity Capital, mais nous étions déjà très actifs dans ce domaine depuis plusieurs années sans avoir un vrai plan ni nommer les choses comme telles. C'est pour nous un enjeu important car il permet d'avoir une approche cohérente avec la stratégie de l'entreprise et son positionnement, que ce soit face aux clients ou en interne.

— **Comment avez-vous sensibilisé votre équipe ?**

Nous avons créé un comité de développement durable intégrant le comité de direction et d'autres membres de l'équipe, qui se réunit tous les quinze jours et a bâti un plan d'action sur trois ans autour de quatre enjeux : gouvernance, social, sociétal et environnemental. Sur le plan social, nous faisons historiquement preuve d'une attention particulière, estimant qu'une bonne entreprise est celle qui considère le facteur humain, à la différence des machines et des produits réalisés souvent de manière identique d'un groupe à l'autre. Nous mettons donc l'accent sur la formation et l'information. Cette démarche responsabilisante porte ses fruits avec moins d'accidents, d'une moindre gravité et moins d'absentéisme, donc plus de productivité.

— **Quel type d'actions avez-vous réalisé ?**

Nous avons organisé pour le comité de développement durable un séminaire avec un intervenant extérieur pour expliquer concrètement ce qu'était le développement durable, car c'est un terme qui est un peu galvaudé. Cela nous a permis de réfléchir au sujet et de construire notre plan d'action. Nous avons réalisé un bilan carbone et des actions comme la recherche d'une certification Imprim'vert et PEFC / FSC pour nos emballages. Nous visons la réduction du poids de nos emballages, de la consommation d'énergie ou encore de la production de déchets. A titre d'illustration, nous visons une baisse de nos déchets DIB (carton, plastique, métal et bois) de 600 tonnes en 2008 à 300 tonnes fin 2010.

REPORTING ESG de GAULT & FREMONT

TRÈS IMPLIQUÉE ET ENGAGÉE DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA DIRECTION DE GAULT & FRÉMONT A CRÉÉ EN 2009 UNE ORGANISATION DÉDIÉE ET UN PLAN D'ACTION DÉVELOPPEMENT DURABLE INTÉGRÉ DANS SA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT POUR 2010/2011.

GOUVERNANCE

Le Conseil de surveillance est fort de quatre représentants d'OFI Private Equity Capital et d'un censeur (CEREA gestion). Le Directoire est composé de Joël Cordier, Rémi Boitier (codirigeants) et s'appuie dans sa gestion opérationnelle sur un comité de direction et de nombreux comités spécifiques (création d'un comité Développement durable). Le mode de gouvernance et de management est très participatif.

SOCIAL

La société investit fortement sur le management et le capital humain pour gagner en qualité, en efficacité et en performance. Elle s'appuie sur une culture d'entreprise forte et des valeurs partagées (respect, transparence, cohérence, reconnaissance, pragmatisme) et a donné la priorité en 2009 au déploiement d'une organisation responsabilisante, une démarche d'amélioration continue sur la prévention des risques, et notamment sur la sécurité, et un management axé sur la reconnaissance du travail et la contribution des salariés aux projets de l'entreprise.

Gestion du capital humain et employabilité

En 2008 et 2009, le projet PIPAC (Projet Individuel de Professionnalisation et d'Acquisition des Compétences) a été le support de la formation sur les organisations responsabilisantes (50 % de la formation). Par ailleurs, 100 % des effectifs ont une fiche de poste et 80 % un entretien annuel d'appréciation et de développement individuel personnalisé.

La politique de rémunération favorise la performance collective (rémunération fixe couplée à un intéressement sur les résultats de l'entreprise).

Diversité

L'entreprise a une politique d'intégration de travailleurs handicapés (salariés et sous-traitance ESAT) et a appliqué par anticipation l'accord de branche en faveur de l'emploi des plus de 55 ans.

Conditions de travail, santé, sécurité

Deux comités spécifiques complémentaires au CHSCT ont été créés pour améliorer significativement la prévention des risques, la sécurité et la sensibilisation des salariés. En 2009, la formation sécurité faisait partie des priorités (100 % des ouvriers et du personnel encadrant de production ont été formés). Cet axe prioritaire sur la sécurité a permis de diminuer de 30 % le taux de fréquence des accidents depuis 2007.

ENVIRONNEMENT

Les deux matières premières de Gault & Frémont sont respectueuses de l'environnement :

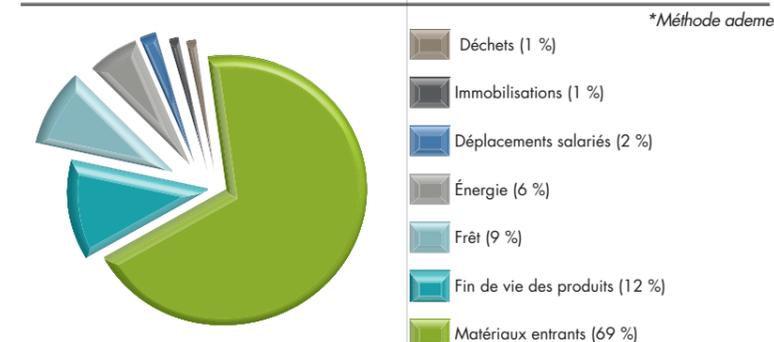
- le sac tout papier est biodégradable et recyclable à 100 % ;
- le papier carton est biodégradable à 100 %, recyclable à 95 %.

Gault & Frémont s'est engagé en 2009 dans une démarche de réduction de son impact sur l'environnement et a mis en place un certain nombre d'actions concrètes :

La réalisation d'un bilan carbone*

Le bilan carbone* global est de 19 348 tonnes équivalent CO₂ soit 108 tonnes par salarié. Ce bilan reflète une activité liée à une industrie forte consommatrice d'énergie et de CO₂ (papier et carton).

*BILAN CARBONE 2009



La valorisation des déchets

En 2009, la société a progressé significativement dans le recyclage et la valorisation des déchets (+27 %) grâce à une meilleure sensibilisation et formation des équipes. Un nouveau process de tri sur les DIB (Déchet Industriel Banal) a été mis en place avec 30 bacs de tri sélectif sur 9 secteurs ateliers. Au total, 61 % des déchets ont été recyclés contre 46 % en 2008.

Un audit Fournisseurs et une démarche de certification

Gault & Frémont a réalisé en 2009 un audit complet auprès de la majorité de ses fournisseurs pour identifier ceux qui avaient une démarche de gestion durable des forêts (certifications PEFC et FSC). En 2009, 50 % des fournisseurs étaient certifiés. Gault & Frémont définira en 2010 sa politique d'achat fournisseurs pour progresser dans les approvisionnements certifiés PEFC ou FSC. Fin 2009, la société a lancé une démarche de certification pour son site industriel auprès d'Imprim'vert, de FSC et de PEFC pour être certifié en 2010.

SOCIÉTAL

Gault & Frémont s'implique dans une démarche sociétale en contribuant au rapprochement entre l'entreprise et l'Education nationale (accueil et visites de son usine, stages, opération « carton en fête » (récupération des déchets papiers/cartons avec les écoles) et en aidant ses salariés bénévoles auprès d'associations (Magie à l'hôpital, Formation pompiers...).

FSC et PEFC sont 2 certifications majeures dans l'industrie du papier et du cartonnage



est une marque de certification de gestion forestière, visant à contribuer à la gestion durable des forêts. Apposé sur un produit en bois ou à base de bois, le logo garantit que ce produit est constitué d'au moins 70 % de bois issus de forêts répondant pour leur gestion aux recommandations des entités nationales et régionales de PEFC.



est un écolabel qui assure que la production d'un produit à base de bois (ex. : meuble) a respecté des procédures garantissant la gestion durable des forêts. La gouvernance de ce label se fonde sur 3 collèges qui, à parts égales (en nombre de voix) traitent les 3 questions de qualité et performances environnementales, sociales et économiques. Le FSC est considéré comme un écolabel, mais aussi comme écosociolabel.



— [Imprim'vert]

est une marque avec un cahier des charges environnementales pour les imprimeurs afin de limiter leur impact sur l'environnement ;

- éliminer tout déchet nuisant à l'environnement ;
- ne pas utiliser de produits toxiques ;
- sécuriser les liquides dangereux stockés par l'imprimerie ;
- les papiers utilisés sont blanchis sans chlore ni dérivé de chlore ;
- les encres utilisées sont certifiées d'origine végétale ;
- le bois utilisé pour la fabrication du papier est issu de forêts gérées durablement (FSC/PEFC).

REPORTING ESG de FONDIS ELECTRONIC



Analyseur d'amiante portable

GOUVERNANCE

Le Conseil de surveillance est composé du fondateur (Président sortant), 3 membres d'OFI Private Equity et 2 censeurs. Le directoire est composé de Joël le Chevalier (Président) et Eric Vanbalinghem (DG). Le comité de direction est constitué du Directeur des ventes et du Directeur technique adjoint.

Une refonte de l'organisation, des modes de fonctionnements et de certaines fonctions a été mise en place afin d'optimiser l'efficacité de la structure dans un contexte d'une année 2009 difficile.

SOCIAL

La politique des ressources humaines est gérée directement par le directoire et a été intégrée dans le système de contrôle de qualité dans la démarche de certification Qualité (ISO 9001). La taille de l'entreprise (35 salariés) et le mode de management des dirigeants favorisent une gestion très opérationnelle, en structure horizontale.

Gestion du capital humain et employabilité

Dans le cadre de la réorganisation opérationnelle, il a été élaboré en 2009 un programme de formation spécifique et la refonte du système de rémunération pour l'équipe commerciale, plus équitable et plus motivant. Par ailleurs, chaque poste fait l'objet d'une définition de fonctions et chaque salarié bénéficie d'un entretien annuel formalisé avec objectifs et revue de performance.

Conditions de travail, santé, sécurité

La société a mis en place une politique spécifique sur la gestion et la manipulation des ressources radioactives permettant d'assurer le respect des règles édictées par l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) et la radioprotection du personnel de l'entreprise. Cela implique différentes mesures comme l'intégration dans le système de management de qualité dans la démarche de certification ISO 9001 et la définition d'un dossier processus DP4 (gestions des radioéléments artificiels et émetteurs de rayonnements ionisants), la définition de modes opératoires pour les manipulations, la réception des colis, les accès aux stocks des sources, etc.

Cela nécessite aussi des formations spécifiques, des techniciens (dotés d'une bague dosimétrique et d'un badge de poitrine, un surdimensionnement du suivi par principe de précaution), mais aussi des 2 dirigeants PCR (Personne Compétente en Radioprotection) qui sont chargés de la diffusion des bonnes règles d'utilisation au sein de la société.

ENVIRONNEMENT

Prévention du principal risque environnemental

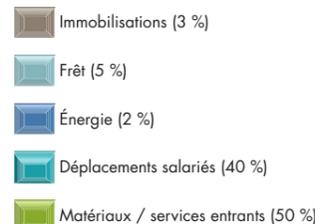
Fondis Electronic mène une politique très rigoureuse sur le principal risque environnemental lié à l'activité, à savoir la gestion des sources radioactives présentes dans les appareils portables destinés aux inspections de plomb dans la peinture. Fondis s'assure par ailleurs que chaque client dispose d'une autorisation valide (délivrée par l'Autorité de Sécurité Nucléaire). Les conditions d'achat intègrent dès l'origine le recyclage de ces sources en fin de vie via le fabricant, le tout avec une traçabilité absolue.

Bilan Carbone

Le bilan total des émissions s'élève à 646 tonnes équivalent CO₂. Les deux principaux postes d'émissions sont les matériaux et services entrants (50 %) et les déplacements de salariés (40 %).

BILAN CARBONE 2009*

*Méthode ademe



NOTATION EXTRA-FINANCIÈRE

EVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR



OFI Private Equity Capital est la **première société de private equity en France** à faire évaluer sa performance extra-financière reposant sur sa responsabilité ESG : environnementale, sociale et de gouvernance.

En obtenant une évaluation globale de **3,5 points** sur 5, sa notation AA reflète le fort niveau d'engagement d'OFI Private Equity Capital à intégrer les critères ESG dans sa stratégie et un niveau partiel de déploiement de cette stratégie dans ses investissements.

La note globale de 3,5 correspond à la somme pondérée des notes suivantes :

- Une note de 3,8 points pondérée à 30 % correspondant à l'évaluation d'OFI Private Equity Capital, en tant qu'entreprise ;
- Une note de 3,3 points pondérée à 70 % correspondant à la note d'OFI Private Equity Capital dans la mise en œuvre d'une politique et de pratiques ESG dans ses investissements.
- Cette pondération 30/70 a pour but de refléter l'impact qu'un investisseur tel qu'OFI Private Equity Capital peut avoir sur l'ensemble des parties prenantes des entreprises qu'il accompagne.

La notation **3,8 (AA) d'OFI Private Equity Capital** confirme son très bon niveau sur l'ensemble des enjeux, avec les meilleurs scores obtenus sur les thèmes de l'engagement (qui mesure la politique ESG et l'attribution de moyens à sa mise en œuvre) et la gestion des parties prenantes externes et de l'environnement.

La Gouvernance évaluée à 3,8 reflète un bon fonctionnement du Conseil de surveillance et une bonne approche des risques tant financiers qu'extra-financiers. Enfin, l'approche humaine et participative de la gestion des équipes s'illustre par une note de 3,6 en capital humain. Certains axes de progrès ont été identifiés par EthiFinance : une prise en compte systématique de l'ESG dans l'étude des cibles, un reporting plus transparent des performances ESG.

Questions à...



Emmanuel de La Ville,
Directeur Général
d'EthiFinance

— Peut-on dire que le private equity adopte les critères ESG ?

Lentement mais sûrement, et il est important de faire la différence entre une démarche de fond et ce que l'on peut appeler une « cosmétique verte » de circonstance. Rares sont les acteurs qui répondent aux 3 principes qui peuvent permettre de se prévaloir de cette démarche : à quoi on s'engage, comment on déploie ces engagements, et enfin de quelle manière on calcule l'accomplissement des progrès. Certains acteurs pratiquent l'ESG sans le systématiser ni communiquer dessus. En France, on compte aujourd'hui moins d'une dizaine de structures de private equity qui communiquent sur les critères ESG. Néanmoins, je suis convaincu que c'est un mouvement de fond et que l'ensemble des acteurs devront tôt ou tard formaliser leur approche ESG.

— Que pensez-vous de la démarche de notation extra-financière d'OFI Private Equity Capital ?

On se rend compte que l'approche ESG est quelque part dans l'ADN de ses actionnaires et de son dirigeant. Il est rassurant de voir qu'un acteur du private equity peut viser une bonne performance tout en ayant une approche responsable en matière de gestion du capital humain, de gouvernance ou encore d'environnement. On peut créer de la performance sans que ce soit au détriment de certaines parties prenantes. Si on pense que le monde financier dans le non-côté se dirige vers quelque chose de mieux, OFI Private Equity Capital fait indéniablement partie de ceux qui montrent le bon chemin.

La notation 3,3 (A) des « Investissements » tient compte du niveau élevé d'engagement envers les participations majoritaires et modéré dans l'étude des cibles.

Concernant le niveau d'intégration des enjeux extra-financiers dans les participations majoritaires, EthiFinance a relevé plusieurs bonnes initiatives :

- la réalisation systématique d'un diagnostic ESG ;
- l'accompagnement des entreprises dans l'établissement d'un plan d'action ;
- l'identification d'indicateurs ESG pour la mise en place du reporting extra-financier.

S'agissant de la gouvernance, la note de 3,5 reflète que les bonnes pratiques au sein d'OFI Private Equity Capital se vivent aussi dans les participations.

Côté social, dans un contexte de crise et de dégradation de l'emploi en France, on relève que les majoritaires (¾ du total des salariés des fonds OFIPEC 1 & 2) ont augmenté leurs effectifs consolidés de 7 % entre 2008 et 2009 et que globalement, la gestion du capital humain est bonne avec une note de 3,5.

Si, sur le plan environnemental, les marges de progrès sont significatives, il n'en demeure pas moins qu'une réelle prise de conscience a eu lieu en 2009 au sein des participations avec, notamment, la réalisation de cinq bilans carbone sur les six entreprises majoritaires.



MÉTHODOLOGIE D'ETHIFINANCE

La notation d'OFI Private Equity Capital a été établie à partir du référentiel « ESG » d'EthiFinance décliné sur deux axes :

- L'engagement, le déploiement et la performance ESG d'OFI Private Equity Capital en tant qu'entreprise.
- L'engagement, le déploiement et la performance ESG dans la gestion des investissements d'OFI Private Equity Capital, sachant qu'une société de private equity peut intégrer la RSE dans les 3 stades de vie des projets : leur étude, leur gestion et leur cession.

La méthodologie de la notation extra-financière d'EthiFinance s'appuie sur :

- une grille de 40 critères couvrant l'ensemble des parties prenantes d'OFI Private Equity Capital ;
- cinq enjeux regroupant les 40 critères : engagement, gouvernance, capital humain, environnement et autres parties prenantes ;
- une note de chaque critère sur 5 points ;
- une pondération des enjeux et des critères.

La méthodologie d'EthiFinance pour l'évaluation des critères ESG s'appuie sur :

• 3 principes :

- L'engagement (politique)
- Le déploiement (pratiques)
- La performance (résultats)

• 2 sources :

- Documents (internes et publics)
- Entretiens (avec plusieurs parties prenantes)

Ces deux sources sont concentrées sur la période du 1^{er} au 24 février 2010.

Périmètre de la Notation

Cette notation a été réalisée sur le périmètre d'OFI Private Equity, société de gestion d'OFI Private Equity Capital, ainsi que sur certains des « Investissements » comprenant une cible, six participations majoritaires et une cession.

OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL REÇOIT LE PRIX « DÉVELOPPEMENT DURABLE » DÉCERNÉ PAR PRIVATE EQUITY MAGAZINE

Symbole de la qualité et de la reconnaissance de son engagement en la matière, OFI Private Equity Capital a reçu le 15 février 2010 le prix « Développement Durable » décerné par Private Equity Magazine. Ce sont les engagements pris en 2008 et les premières réalisations concrètes de 2009 en matière de développement durable d'OFI Private Equity Capital qui ont été salués par le jury composé de membres de la profession. Chaque année depuis 5 ans, cette soirée réunit plusieurs centaines de professionnels et de nombreuses parties prenantes de l'univers du Private Equity.

A l'occasion de la remise de ce prix – décerné pour la première fois – Olivier Millet a tenu à rappeler que « le développement durable est d'ores et déjà vécu comme une opportunité d'innovation et de croissance par les dirigeants de nos entreprises associées. Véritable outil de management, cette approche contribue à fédérer les salariés autour d'un projet mobilisateur, quantifiable et créateur de sens pour eux. Les aider à prendre en compte les critères ESG, c'est les aider à progresser et trouver dans le futur, des sources nouvelles de valeur ».

09

LES ENTREPRISES
ASSOCIÉES



De gauche à droite : Marie-Laure Simonin Braun, Benjamin Dessange, Frédéric Moreno et Philippe Vincent

CHIFFRE D'AFFAIRES

53,4 M
— euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE PARIS // DATE DE CRÉATION 1954
WWW.DESSANGE-INTERNATIONAL.COM
INVESTISSEMENT FCPR OFI PEC 2 DATE DE L'INVESTISSEMENT
JUILLET 2008 // PARTICIPATION 73,9% // MONTANT 27,3 M€ //
EQUITY / MEZZANINE 40% - 60%

451
— salariés

DESSANGE

PARIS

SALONS DE COIFFURE

En prenant très tôt en considération les effets potentiels de la crise sur sa clientèle, le groupe a su instaurer les mesures adéquates. A commencer par la qualité du service, essentielle dans ce métier. Des efforts de formation ont été réalisés pour l'ensemble des effectifs des salons afin de transformer les coiffeurs en agents d'optimisme, chez qui on parle de tout sauf de la crise ! A titre d'illustration, les franchisés des salons Frédéric Moreno ont accru de 108 % leur budget formation sur l'année. Car la formation, garante de la qualité des prestations partout dans le monde, est une des pierres angulaires de la réussite du groupe. Pour DESSANGE, neuf écoles y sont dédiées sur ses principales zones d'activité (France, Russie, Espagne, Belgique, Italie, Corée, Liban). Chaque nouveau franchisé doit passer par l'un de ces centres de formation avant l'ouverture de son salon.

Le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 53,4 M€. Il affiche en valeur absolue un léger retrait mais une hausse à périmètre constant, pour une rentabilité opérationnelle en progression. Les trois enseignes complémentaires du groupe,

DESSANGE Paris (haut de gamme), Camille Albane (moyen / haut de gamme) et Frédéric Moreno (entrée de gamme) ont toutes su tirer leur épingle du jeu sur un marché difficile.

Le réseau du groupe créé en 1954 par le coiffeur des stars Jacques Dessange et dirigé désormais par son fils Benjamin Dessange est essentiellement composé de franchises directes en France et de master franchises à l'étranger. Fortes de plus de 1 000 salons (dont 20 en propre) répartis dans 37 pays (60 % en France et 40 % dans le reste du monde), ces enseignes — qui allient haute coiffure et soins esthétiques — accueillent chaque jour plus de 50 000 femmes dans le monde pour un chiffre d'affaires sous enseigne de l'ordre de 700 M€.

DE NOUVEAUX PRODUITS HAUT DE GAMME

Au-delà de l'extension du réseau (60 ouvertures de salons en France en 2009), le groupe dispose de relais de croissance à travers ses produits et les gammes de services complémentaires qu'il propose.



Salon DESSANGE International, avenue Franklin D. Roosevelt, Paris.

Côté produits, l'année 2009 a notamment vu le lancement de produits DESSANGE Capillaire, classés très haut de gamme, venant compléter les produits proposés par le groupe dédiés aux soins, au maquillage et au soin capillaire (PHYTODESS). Le succès de cette nouvelle gamme a amené dans la foulée à repenser l'organisation des salons.

Autre nouveauté 2009 dans les produits, la signature d'une nouvelle licence exclusive avec La Brosse et Dupont (groupe LVMH) pour les accessoires. C'est le troisième partenariat de ce type noué par DESSANGE International après le lancement d'une gamme capillaire en GMS avec L'Oréal en 1992 et la licence Remington pour les sèche-cheveux signée en 2007.

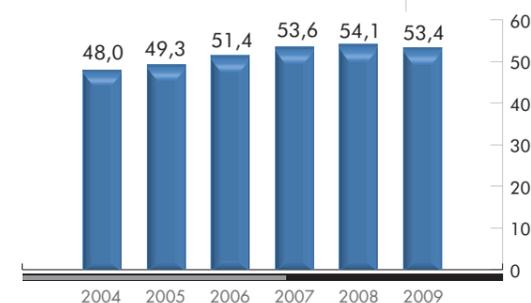
UN SERVICE COMPLÉMENTAIRE DE LUXE

Côté services, le groupe a programmé le lancement des SPA DESSANGE à l'export et le concept SPA urbain en France (dans des salons existant ou à créer, pour 3 à 7 cabines) et à l'international (dans des formats de 15 à 20 cabines dans des espaces de 500 m² à 1 000 m² de grands hôtels). La création de SPA et la réorganisation des salons sont des pistes importantes en vue d'accroître la part des produits vendus dans le chiffre d'affaires.

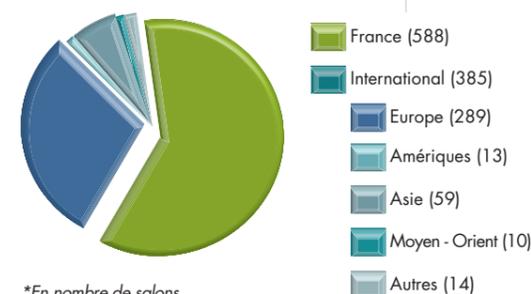
Autre source de croissance : les salons de coiffure affectés par la crise et désireux de rejoindre une marque qui fédère et rassure. Pour 2010, le groupe prévoit de continuer à se développer sur un rythme soutenu.

CHIFFRE D'AFFAIRES

en Meuros



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE*



*En nombre de salons

09 [LE FAIT MARQUANT DE L'ANNÉE]

UNE RÉORGANISATION DU PÔLE INTERNATIONAL

Face à la demande croissante des marchés internationaux où sont implantés 40 % des salons du groupe, DESSANGE International a décidé de repenser son organisation avec pour objectif principal l'amélioration de la qualité du réseau, vecteur d'image et relais essentiel pour la vente des produits maison. Ce qui a conduit à la fermeture de certains salons qui n'entraient plus dans les normes du groupe, mais aussi et surtout à réorganiser l'équipe dédiée au développement international ; celle-ci est désormais répartie sur les principales zones visées par le groupe, notamment en Asie (Inde, Chine, Japon, Singapour...). Un déploiement que devrait faciliter l'entrée du nouvel actionnaire, la société d'investissement franco-chinoise Cathay Capital. Un directeur commercial Europe a également été recruté. En tout, six personnes ont été embauchées pour renforcer cette activité.

Questions à...



Benjamin Dessange,
Président de DESSANGE International

— Comment avez-vous vécu l'année 2009 ?

C'est une année que nous pressentions difficile, aussi avons-nous mis l'accent très tôt sur la formation, en particulier pour l'accueil dans les salons. Il était important d'expliquer à nos affiliés le rôle positif qu'ils ont à jouer auprès de leur clientèle dans une période comme celle-là. Associé à l'importance de la marque, qui est souvent un repère dans une période d'incertitude, cet effort s'est avéré payant. Nous finissons cet exercice au-dessus des prévisions de rentabilité du plan réalisé avant la crise.

— Quels sont les fondamentaux de votre marché ?

Comme tous les métiers manuels, nous bénéficions de deux avantages importants : notre activité n'est ni mécanisable ni délocalisable. Sur un marché relativement concurrentiel, nous bénéficions de fondamentaux assez exceptionnels, d'un savoir-faire reconnu et d'une marque forte associée à la qualité du service et au bien-être. Plus que jamais, une cliente peut aller dans un de nos salons en pensant au slogan inventé par Jacques Séguéla : « DESSANGE, recoiffe-moi le moral ».

— Quelles sont vos perspectives ?

Nous comptons accentuer la qualité et la représentativité du réseau DESSANGE, redynamiser la marque Camille Albane et poursuivre le développement ambitieux de Frédéric Moreno. Nous allons également continuer à déployer notre gamme de produits et lancer en avril 2010 e-DESSANGE, une approche commerciale en ligne.



De gauche à droite : Michel Morin, Isabelle Pelletier et Laurent Gillard

CHIFFRE D'AFFAIRES

92,7 M
euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE NEUILLY-SUR-SEINE // DATE DE CRÉATION 1989 // WWW.LEON-DE-BRUXELLES.FR

INVESTISSEMENT OPEC DATE DE L'INVESTISSEMENT AVRIL 2008 PARTICIPATION 59,4 % // MONTANT 19,7 M€ EQUITY / MEZZANINE 60 % - 40 %

1288
salariés

Léon
DE BRUXELLES

RESTAURANTS, BRASSERIES SPÉCIALISÉS EN MOULES FRITES ET CUISINE BELGE

C'est peut-être un paradoxe, mais à l'heure où la crise assombrit le quotidien des Français et alors que les restaurateurs font grise mine, la fête bat son plein chez Léon de Bruxelles. Du haut de ses vingt ans de présence en France, le spécialiste des moules-frites a terminé l'année 2009 avec une hausse de la quantité de ses clients (à nombre de restaurants constant) et un chiffre d'affaires de 92,7 M€, à comparer aux 81,3 M€ de l'exercice précédent (ainsi qu'une hausse de son résultat d'exploitation). Une performance d'autant plus remarquable quand on sait que son segment de marché baissait significativement dans le même temps. Cette surperformance témoigne de la bonne activité de l'enseigne depuis maintenant sept ans : une réussite largement attribuée à une croissance maîtrisée du périmètre et un marketing savamment orchestré pour les vingt ans de la marque dans l'Hexagone. Sur le plan du développement, le groupe a ouvert six nouveaux restaurants en 2009 (Valenciennes, Amiens, Lyon, Troyes, Chilly-Mazarin et Metz), toujours dans une logique de présence « en solo » en zones com-

merciales périphériques et dans certains centres-villes. En tout, les cinquante-quatre restaurants du groupe ont servi sur l'année quelque 5 millions de repas en utilisant plus de 3 000 tonnes de moules.

UNE APPROCHE QUALITATIVE AU SERVICE DU CLIENT

Sur le plan qualitatif, Léon de Bruxelles a décidé de choyer ses clients à travers une opération spéciale pour ses vingt ans, mais aussi en lançant une offre « moules à volonté tous les dimanches soirs » ou encore en faisant partie des enseignes de la restauration qui ont le mieux joué le jeu à l'occasion de la baisse de la TVA. À cette occasion, le prix moyen TTC a baissé d'environ 4 %. Une augmentation de salaire des employés du groupe est alors intervenue dès le 1^{er} juillet. De plus, sur les 196 collaborateurs recrutés en 2009, 30 l'ont été dans le cadre du plan de la baisse de la TVA. En tout, les effectifs de Léon de Bruxelles s'élevaient fin 2009 à 1 288 personnes.



58.//

Autre approche qualitative, la mise en scène de la « belgitude » des restaurants avec pour objectif de proposer au consommateur un certain dépaysement. Bar à bières, bandes dessinées et presse belge à disposition ou encore blagues éponymes dans tous les restaurants : tout est fait pour faire voyager le client et qu'il se sente ailleurs, dans un esprit focalisé vers l'accueil de la famille.

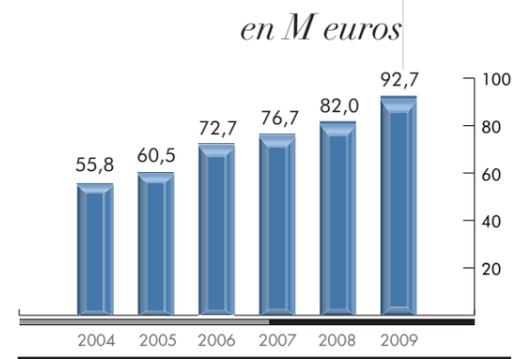
Toujours dans cette perspective de le satisfaire, Léon de Bruxelles a noué un partenariat avec des producteurs des réputées moules de Bouchot (élevées sur des pieux de chênes suivant des techniques séculaires). En 2009, les restaurants du groupe ont ainsi pu écoulé 200 tonnes de ces moules françaises – les seules au demeurant puisque le groupe s'approvisionne en Europe du Nord de septembre à mars et en Europe du Sud d'avril à septembre. Face au succès de l'initiative, l'expérience sera renouvelée dès juillet 2010.

UN NOUVEAU FORMAT DE RESTAURANT

Toujours à l'affût de relais de croissance, le groupe procédera en 2010 au lancement d'un nouveau type de restaurant. Fort du succès de la formule des bâtiments solo de 200 places en périphérie des villes, Léon de Bruxelles inaugurerait un restaurant sur le même principe mais au format plus petit (150 places). L'objectif : conquérir des villes de taille plus petite lui permettant de densifier encore son réseau de points de vente.

Voilà qui confortera le projet d'ouvrir 5 à 6 restaurants par an. Certains sont d'ores et déjà au menu : Bretigny-sur-Orge, Besançon, Bourges, Arras, Villefranche-sur-Saône et Lezennes.

CHIFFRE D'AFFAIRES



2009 [LE FAIT MARQUANT DE L'ANNÉE]

20 ANS ET UN MARKETING GAGNANT

Une invitation à un anniversaire, ça ne se refuse pas. Encore moins quand c'est pour fêter les 20 ans de l'invitant ! C'est sans doute ce que se sont dit les clients de Léon de Bruxelles qui ont reçu en 2009 un chèque cadeau les invitant à venir fêter l'événement dans un des restaurants de la chaîne. Sur les 300.000 chèques envoyés à la base clients, pas moins de 289.000 clients sont effectivement venus déjeuner ou dîner chez le spécialiste des moules-frites. Un franc succès qui a amené la société à renouveler l'opération en 2010 avec le lancement d'un nouveau chèque cadeau et la création d'une carte de fidélité. Le fruit d'un plan marketing approfondi, lequel représente un peu plus de 2 % du chiffre d'affaires de la société.

Questions à...



Michel Morin,
Président du Directoire
de Léon de Bruxelles

— Comment avez-vous vécu l'année 2009 ?

Nous avons mis en place dès le début de l'année un plan de relance de l'activité commerciale à l'occasion des 20 ans de Léon de Bruxelles en France. Par prudence, nous avons également prévu un plan B avec réduction des investissements et des dépenses, au cas où les retombées commerciales n'auraient pas été à la hauteur de nos espérances. Par bonheur, l'opération « 20 ans » a été un franc succès, ce qui nous a permis de relâcher la pression sur les dépenses et investissements.

— Quels sont les fondamentaux de votre marché ?

Le marché de la restauration à thème a souffert, avec une régression enregistrée au second semestre 2008 et au premier semestre 2009, avant une reprise fin 2009. Dans ce contexte, Léon de Bruxelles continue à afficher une nette surperformance, notamment grâce à un recul des prix, à la suite de la baisse de la TVA, et une démarche marketing forte avec des promotions de plus en plus nombreuses qui attirent des clients. Plus fondamentalement, le marché demeure porté en France par une tendance culturelle et une consommation qui ne s'est pas effondrée. Toutefois, dans un contexte de concurrence croissante, les concepts de la restauration se doivent d'être de plus en plus sophistiqués.

— Quelles sont vos perspectives ?

Nous prévoyons une légère croissance de l'ordre de 2 % de l'activité en 2010 hors ouvertures. Toujours dans notre plan de développement, nous allons ouvrir 5 à 6 restaurants dans l'année, en visant un réseau de 80 points de vente à horizon 2015. Sur le plan marketing, nous lançons un nouveau chèque cadeau et innovons en créant une carte de fidélité.

59.//



De gauche à droite : Gilles de Robert, Eric Schmitt, Frédéric Keller, Pascal Lecointe

CHIFFRE D'AFFAIRES

44,5 M
— euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE L'AIGLE // DATE DE CRÉATION 1963
WWW.IMV-TECHNOLOGIES.COM
INVESTISSEMENT OPEC DATE DE L'INVESTISSEMENT JUIN 2007
// PARTICIPATION 64,8 % // MONTANT 16,3 M€
EQUITY / MEZZANINE 39 % - 61 %

251
— salariés



LEADER MONDIAL EN BIOTECHNOLOGIES POUR L'INSÉMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE

Après une bonne résistance enregistrée sur les neuf premiers mois de l'année, IMV Technologies a été freinée par la crise au dernier trimestre 2009. Le leader mondial des techniques biotechnologiques pour l'insémination artificielle animale a enregistré un chiffre d'affaires sur l'exercice en léger retrait (de 3,6 % à 44,5 M€). Ce qui n'a pas empêché l'EBITDA de la société de poursuivre sa progression grâce à une bonne maîtrise structurelle des charges. L'amélioration du BFR sous l'effet de l'impact de la mission de réduction (de 15 %) des stocks lancée par la société a permis de dégager des liquidités excédentaires.

Le ralentissement d'activité du dernier trimestre 2009 intervient dans un contexte de double débâcle pour les éleveurs : la crise économique doublée d'une crise de l'élevage (qui s'est traduite notamment par un effondrement du prix du lait de 40 % et des ventes dans le porc parfois en dessous du prix de revient). D'où un report d'achat d'équipements. Pour IMV Technologies,

leader mondial dans la conception, la fabrication et la distribution de matériel pour l'insémination artificielle animale (portant sur 14 espèces animales) avec 80 % du marché bovin et 30 % du marché porcin, ces baisses de commandes de nouveaux matériels ont eu un impact limité : près de 78 % de ses revenus sont récurrents car provenant de la vente de consommables.

La crise n'a pas empêché le groupe de continuer à se structurer afin de poursuivre sa croissance internationale et saisir les opportunités de croissance offertes par les marchés émergents. IMV Technologies a ainsi ouvert un bureau en Ukraine afin de prendre pied sur les marchés d'Europe de l'Est et renforcé sa présence en Chine, avec un bureau qui compte désormais 5 personnes. L'activité a enregistré une forte croissance en Amérique latine. Quinze personnes ont été recrutées en 2009 (pour un effectif total stable) et deux directeurs généraux ont été nommés sur les marchés américain et italien.



IMV Technologies, qui fabrique 26 millions de sondes porcines par an, lance en 2010 le 1^{er} produit 100 % biodégradable.

DE NOUVELLES SOURCES DE DIVERSIFICATION

Reflète de cette dimension internationale, le groupe normand a réalisé en 2009 25 % de son chiffre d'affaires en France, 31 % dans le reste de l'Europe, 31 % en Amérique et 13 % en Asie.

Inventeur, il y a près de 60 ans, de la « paillette Cassou » qui a fait sa renommée mondiale, IMV Technologies poursuit sa stratégie de recherche d'innovation. Le groupe a lancé quatre produits dans les domaines bovin, porcine et équin en 2009 et a mis au point, au cours de l'exercice, le premier produit totalement biodégradable destiné à l'industrie porcine, dont la commercialisation est programmée pour 2010. L'entreprise, qui consacre 7,2 % de son chiffre d'affaires à la recherche et développement, accélère sa mutation vers les produits adaptés à la sélection génomique, ne masquant pas son ambition de devenir un leader dans les biotechnologies du domaine de l'insémination artificielle. Un premier produit illustrant cette volonté devrait voir le jour dès 2010. La

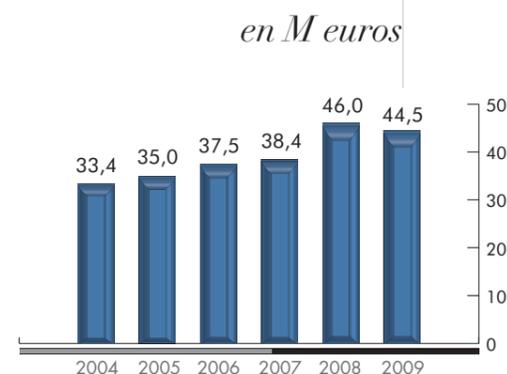
société a débuté la commercialisation d'automates de conservation d'échantillons humains (notamment du sang), le bio-banking, autre source de diversification de l'activité du groupe.

Autre origine de croissance pour le groupe : les acquisitions. Après les intégrations en 2008 de la division porcine de Gènes Diffusion et du fabricant italien de gants d'insémination animale CIE Plast, qui lui ont apporté respectivement 5 M€ et près de 1 M€ de chiffre d'affaires additionnel, la société a travaillé en 2009 en vue de l'acquisition d'un partenaire en Europe de l'Ouest.

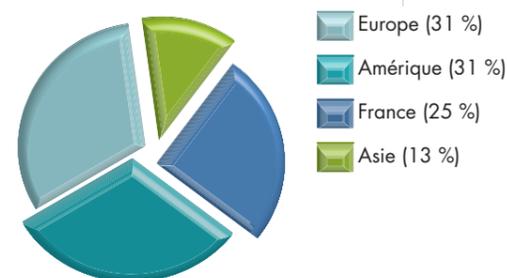
UNE CARRIÈRE DE LEADER

Un nouveau site industriel à la pointe de la technologie et de l'efficacité, une organisation internationale qui accompagne les grandes mutations géographiques, une R&D de premier plan qui permet de conserver une avance technologique : IMV Technologies a toutes les cartes en main pour poursuivre sa carrière de leader.

CHIFFRE D'AFFAIRES



ET RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



2009 [LE FAIT MARQUANT DE L'ANNÉE]

UNE NOUVELLE USINE HQE

Lancée en juin 2009, Queops 3 sera inaugurée en juillet 2010. La nouvelle usine d'IMV Technologies, qui sera également son nouveau siège social, couvrira pas moins de 12 000 m². Elle regroupera les deux sites de production utilisés jusque-là à L'Aigle, en Basse-Normandie, berceau du groupe fondé par Robert Cassou en 1963. Cette usine, financée par les collectivités locales et louée par la société, est aux normes HQE (Haute Qualité Environnementale) et permettra d'optimiser les processus de fabrication tout en diminuant les coûts et en améliorant les conditions de travail.

Questions à...



Gilles de Robert,
Président du Directoire
d'IMV Technologies

— Comment avez-vous vécu l'année 2009 ?

L'année s'est caractérisée pour notre secteur par une double crise : économique mais aussi sectorielle puisque l'élevage subit de fortes pressions comme, par exemple, la chute du prix du lait de 40 % sur l'année. Cela nous a notamment amené à améliorer encore la gestion de l'entreprise, en diminuant notre inventaire et notre BFR. Nous avons finalement maintenu nos parts de marché et notre rentabilité tout en préparant l'avenir, tant en termes d'organisation que de perspectives de développement.

— Quels sont les fondamentaux de votre marché ?

C'est un marché qui évolue historiquement assez lentement. Il tend à se contracter en Europe avec une concentration des acteurs et des contraintes réglementaires croissantes. Les sources de croissance se déplacent quant à elles vers les pays en développement et l'innovation.

— Quelles sont vos perspectives ?

Si on peut anticiper pour le marché une reprise lente, je suis en revanche assez confiant pour IMV Technologies car nous avons développé beaucoup de nouveaux produits qui vont être commercialisés en 2010. Notre nouveau site industriel va contribuer à améliorer la qualité et la productivité de notre entreprise. Nous poursuivons l'adaptation de nos ressources aux pays à forte croissance. Enfin, nous allons accélérer notre passage au statut d'entreprise de biotechnologies du domaine de l'insémination artificielle. C'est par l'innovation que nous maintiendrons notre position de leader sur le marché.



De gauche à droite : Sylvain Desbordes, Rémi Boitier, Jean-Baptiste Lemaigre et Joël Cordier

CHIFFRE D'AFFAIRES

35,3 M
— euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE SAINT-PIERRE-DES-CORPS
DATE DE CRÉATION 1850 // WWW.GAULTETFREMONT.COM
INVESTISSEMENT OPEC DATE DE L'INVESTISSEMENT MAI 2008
PARTICIPATION 70,2 % // MONTANT 9,3 M€
EQUITY / MEZZANINE 56 % - 44 %

179
— salariés



Gault & Frémont
Inventeur de solutions d'emballage

ACTEUR FRANÇAIS DES SOLUTIONS D'EMBALLAGE PAPIER-CARTON

Passé d'effondrement brutal du marché historique de Gault & Frémont, qui fournit des emballages en carton pour la boulangerie-pâtisserie, les industriels de l'agroalimentaire et la grande distribution. La consommation de ces produits s'est certes contractée de 5 % en 2009, entraînant un léger recul de l'activité de la société à 35,3 M€ de chiffre d'affaires brut, mais la rentabilité de la société s'est maintenue grâce à une gestion optimisée (sur les achats, le rapatriement d'une partie de la sous-traitance et la bonne gestion du BFR).

Surtout, l'entreprise créée en 1850 travaille depuis plusieurs années à sa diversification, à la création de nouvelles sources de croissance face à un marché français mature dont elle est le leader. Symbole de cette évolution dans le temps, 53 % du chiffre d'affaires de la société est réalisé avec des grossistes qui distribuent ses produits auprès de 32 000 boulangeries et pâtisseries en France, contre 80 % il y a une quinzaine d'an-

nées. Le groupe travaille également avec des grands comptes (grandes surfaces alimentaires, meuniers et entreprises de restauration hors foyer). Le tout avec 2 500 références produits.

L'INNOVATION À LA CONQUÊTE DU MARCHÉ

Gault & Frémont a transformé sa démarche commerciale pour la rendre plus présente sur le terrain. Cette logique de conquête de marché a bien fonctionné en 2009 avec l'arrivée de nouveaux clients de l'agroalimentaire. Une démarche qui s'est doublée d'une diversification sectorielle accrue, avec une approche basée sur une logique de double savoir-faire : l'invention de solutions d'emballage et la capacité de distribution pour les clients sophistiqués.

L'innovation s'est notamment traduite par la création d'un emballage pour huîtres farcies récompensé par la profession, le lancement d'emballages



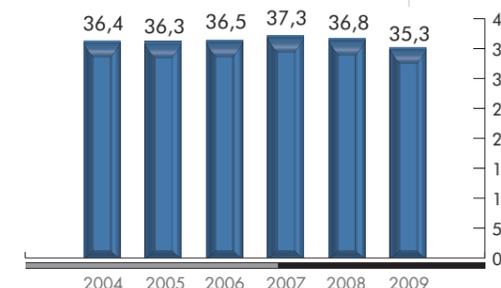
pour les sushis ou encore la création d'une barquette de cuisson en carton compact qui permet de cuire des pains, cakes, brioches... sans agent démoulant. Son élaboration, qui a nécessité deux ans de R&D, permet d'entrer dans le cercle fermé des trois entreprises au monde maîtrisant cette technologie. En tant que groupe sachant bien préparer l'avenir, Gault & Frémont consacre donc une part significative de son chiffre d'affaires à son outil industriel : près de 4 % en 2009 et 8 % en 2008. Allant de pair avec l'investissement industriel, le plan de formation 2009-2010 représente 2,5 % de la masse salariale.

DES OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE EXTERNE

Le retour de la croissance passera donc par la reprise de l'activité traditionnelle associée à la montée en puissance sur de nouveaux produits. La société va renforcer sa présence hors de France métropolitaine, après une année 2009 mitigée (malgré une hausse de 2 % de l'activité) en raison notamment du blocage enregistré au premier trimestre dans les DOM-TOM, qui a pesé sur l'ensemble de l'activité et d'une moindre performance dans les Emirats Arabes Unis. Enfin, le groupe continue à regarder des opportunités de croissance externe sur des produits complémentaires.

CHIFFRE D'AFFAIRES

en M euros



60 [LE FAIT MARQUANT DE L'ANNÉE]

LAURÉAT DU TROPHÉE DE L'INNOVATION 2009

On peut avoir 160 ans et être toujours à la pointe de son marché. Créée en 1850, Gault & Frémont a remporté un Trophée de l'innovation 2009 pour son emballage d'huîtres farcies. Cette boîte à huîtres à mettre au four permet de surgeler des huîtres cuisinées puis de les mettre au four directement dans leur emballage. Grâce à un carton spécial et un calage adapté à la forme du coquillage, cet emballage empêche le produit de couler durant son transport et sa cuisson.

Questions à...



Rémi Boitier,
Président de Gault & Frémont

— Comment avez-vous vécu l'année 2009 ?

Nous avons enregistré une légère baisse de l'activité mais avec un niveau de rentabilité maintenu. Surtout, nous avons mis à profit la situation pour améliorer notre démarche commerciale et réfléchir à d'autres pistes de développement. Cela nous conduit à nous afficher davantage comme un « inventeur de solutions d'emballage ». Certes, nous avons un marché historique sur lequel nous sommes leader, mais notre savoir-faire nous ouvre aussi des perspectives.

— Quels sont les fondamentaux de votre marché ?

Le marché de l'emballage de boulangerie-pâtisserie, dans les commerces traditionnels ou dans les nouveaux pôles de distribution, est une activité qui a une faible amplitude, à la hausse comme à la baisse. Il n'y a donc pas eu de forte croissance en 2009 mais l'activité ne s'est pas non plus écroulée. Même s'ils font attention, les consommateurs ont toujours besoin de se nourrir !

— Quelles sont vos perspectives ?

Notre réorganisation commerciale facilite une démarche plus dynamique vers d'autres secteurs. Nous avons ainsi gagné une dizaine de nouveaux comptes dans une démarche de création d'un chiffre d'affaires durable et rentable. Nous pratiquons donc ce que j'appelle la « croissance interne avec un pas de côté ». Nous visons également une croissance externe afin de renforcer la société dans sa dimension sectorielle ou géographique. Dans tous les cas, nous nous sommes préparés pour reprendre le chemin de l'expansion.



De gauche à droite : Pierre Baelen, Rémi Toledano et François de Gaillard

CHIFFRE D'AFFAIRES

71,9 M
— euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE PARIS // DATES DE CRÉATION 1947
ET 1912 // WWW.SIEM.FR ET WWW.FLEXITALLIC.COM
INVESTISSEMENT OPEC DATES DE L'INVESTISSEMENT 2006
ET 2007 // PARTICIPATION 50,7 % // MONTANT 23,2 M€
EQUITY / MEZZANINE 78 % - 22 %

547
— salariés

The
Flexitallic
Group

siem
SUPRANITE

GROUPE FINANCIÈRE DE SIAM

ACTEUR MONDIAL DES SOLUTIONS D'ÉTANCHÉITÉ DE HAUTE TECHNOLOGIE POUR INDUSTRIES DE POINTE

Après l'intégration réussie de l'américain Flexitallic avec le français Siem Supranite en 2008, Financière de Siam a poursuivi la mise en place d'une organisation mondiale, malgré une conjoncture défavorable sur son secteur. Le spécialiste des solutions d'étanchéité de haute technologie pour les industries de pointe (pétrolière, pétrochimique, nucléaire...) a en effet souffert du déstockage de ses clients directs comme distributeurs, notamment aux États-Unis, et d'un effet taux de change négatif. De fait, phénomène rare et représentatif des effets de la crise sur les industriels, nombre d'entre eux ont préféré décaler les Grands Arrêts, pourtant nécessaires dans l'exploitation des sites.

Conséquence de ces phénomènes, le chiffre d'affaires consolidé baisse de l'ordre de 15 % à 71,9 M€. Une évolution atténuée par le fait que l'activité des entreprises du groupe est à 80 % sur de la maintenance, ce qui assure donc une certaine stabilité dans ses revenus. Cela a également permis à la société de maintenir son niveau de marge, notamment grâce à un plan d'optimisation industrielle.

La situation difficile pour l'industrie en 2009, n'a pas empêché Financière de Siam de préparer l'avenir. Les deux usines britanniques de Flexitallic ont été regroupées, permettant d'accélérer les synergies industrielles. Le comité qui réunit tous les responsables d'activités dans le monde pour gérer ensemble des projets transversaux contribue également à l'accroissement des potentiels croisés. Une démarche collective d'autant plus importante que l'internationalisation continue. La poursuite du

renforcement du réseau commercial est également une des priorités.

Le marché asiatique constitue ainsi un relais de croissance important pour Financière de Siam qui y détient déjà une usine employant une soixantaine de personnes près de Shanghai. Le potentiel y est jugé très fort, notamment dans le secteur nucléaire où de nombreux projets sont en cours. L'objectif est de doubler le chiffre d'affaires de cette filiale dans les 5 ans et de passer du statut de centre de production à celui de centre de profit autonome, d'où le recrutement d'un directeur général dédié. Le groupe compte également renforcer sa présence en Inde ou au Moyen-Orient, où il s'attend à une montée en puissance du raffinage des produits pétroliers.

Sa croissance, ce groupe quasi centenaire l'envisage également grâce à sa capacité d'innovation. Plus de 1 % du chiffre d'affaires est consacré à la recherche et développement. Un des derniers produits (un joint anticorrosion de haute performance à destination des plates-formes pétrolières) lancé fin 2009 avec une campagne marketing astucieuse a permis de récolter 2 500 contacts clients en quelques semaines.

Autant de facteurs qui préparent Financière de Siam à de futurs développements. Forte du soutien de ses actionnaires, celle-ci est à l'affût d'opportunités d'opérations de croissance externe pour se renforcer géographiquement ou pour compléter sa gamme de produits.



De gauche à droite : Joël Le Chevalier, Eric Vanbalinghem

CHIFFRE D'AFFAIRES

9,2 M
— euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE GUYANCOURT // DATE DE CRÉATION 1982
WWW.FONDISELECTRONIC.COM
INVESTISSEMENT FCPR OFI PEC 2 DATE DE L'INVESTISSEMENT
JUIN 2008 // PARTICIPATION 62,42 % // MONTANT 14,3 M€
EQUITY / MEZZANINE 63 % - 37 %

38
— salariés



ANALYSEURS PORTATIFS SCIENTIFIQUES DE TERRAIN

Malgré les effets de la crise, particulièrement visibles sur son activité, Fondis Electronic a œuvré en 2009 pour assurer les développements futurs du groupe. Leader français de la distribution de matériel d'analyse portable, la société a profité pendant une décennie de la croissance de l'immobilier en équipant les professionnels du secteur pour leurs diagnostics (technique, amiante, plomb...). Cette activité, qui représentait 73 % de son chiffre d'affaires en 2008, a enregistré une baisse importante avec l'effondrement des transactions immobilières. Le groupe a également été confronté à la réduction des investissements des entreprises en matière d'équipements pour les diagnostics en milieu industriel. Il en résulte un recul du chiffre d'affaires de la société de 60 % à 9,2 M€ en 2009, le résultat d'exploitation restant cependant toujours légèrement positif.

Le maintien d'un résultat d'exploitation positif a été rendu possible par un contrôle strict des coûts, mais aussi en raison de la structuration de l'activité. Le groupe vend du matériel et fournit des services, ces derniers étant générateurs de marges plus importantes et moins impactés par l'arrêt des commandes. La crise a également amené les dirigeants à engager une réorganisation de la société au niveau commercial et à entreprendre des études de marché approfondies. Sur le plan commercial, l'équipe a été portée de 10 à 15 personnes et une nouvelle organisation mise en place qui permet au final d'augmenter la présence sur le terrain. Par ailleurs, les potentiels de développement ne manquent pas. Les contrôles des bâti-

— Après 10 ans de forte croissance, nous avons repensé nos méthodes de travail, notre organisation commerciale et défini nos priorités pour saisir au mieux les opportunités que la reprise engendrera dans les prochaines années.

Joël Le Chevalier, Président.

ments, de la qualité de l'air, de l'eau, des déchets, des sites industriels, etc. devraient connaître une montée en puissance dans les prochaines années, favorisée par les évolutions réglementaires dans le cadre du Grenelle de l'Environnement.

Une reprise de l'activité dans l'immobilier est également attendue, les bailleurs devant réaliser les diagnostics obligatoires dans le cadre de la location ou de la vente d'un appartement.

Fondis Electronic a franchi un pas important en 2009 en acquérant (via sa holding de contrôle, la Holding Européenne d'Instrumentation) Bioritech, une société spécialisée dans les équipements analytiques pour l'eau et les liquides, dont le chiffre d'affaires est d'environ 2 M€. Une acquisition stratégique qui élargit l'offre du groupe et ouvre un potentiel de développement important en direction des laboratoires publics d'analyse de l'eau ou auprès des clients privés de la chimie, de la pétrochimie... Un accord de distribution mondiale avec un spin off du CNRS, cette fois avec un produit portable d'analyse des métaux lourds dans l'eau, doit également conduire au développement du groupe. La technologie utilisée a par ailleurs l'avantage d'être propre pour l'environnement, un sujet de plus en plus cher aux industriels.



Arne Wijnmaalen et Kees Verduin

LEADER HISTORIQUE DES RELAIS ÉLECTROMÉCANIQUES EMBARQUÉS

Depuis quelques années, le transport ferroviaire connaît un engouement croissant. Plus économique, plus écologique et d'une grande efficacité (pour les personnes comme pour les marchandises), il s'impose sur les marchés développés comme dans les économies émergentes. Pour Mors Smitt, acteur historique (la branche française de cet acteur international remonte à... 1898) et leader mondial des relais électromécaniques, la tendance demeure des plus positives, malgré la crise et ses effets (reports d'investissements, difficultés de paiement...). Le groupe a enregistré en 2009 une progression de son chiffre d'affaires de plus de 8 % à 33,7 M€ et une hausse des commandes de 13 %.

De fait, le secteur ferroviaire est en pleine effervescence et les besoins en matériels sont importants. Concepteur, producteur et commercialisateur de systèmes et composants destinés à la commande, la mesure et l'automatisation des procédures électromécaniques embarquées (mécanisme permettant l'ouverture des portes, la climatisation dans les trains ou encore les systèmes de freinage), Mors Smitt affiche une capacité technologique reconnue mondialement et compte parmi ses clients nombre de grands groupes liés au transport ferroviaire (Bombardier, Alstom, Siemens, SNCF, etc).

CHIFFRE D'AFFAIRES

33,7 M
euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE PARIS // DATE DE CRÉATION
1898 // WWW.MORSSMITT.COM
INVESTISSEMENT OPEC DATE DE L'INVESTISSEMENT
MARS 2006 // PARTICIPATION 14,6 %
MONTANT 3,7 M€ // EQUITY 32 % - 68 %

Toujours en quête d'innovation, la société a vu son nouveau relais de signalisation homologué par la SNCF après une période de tests de près de deux ans qui a porté sur des centaines de relais. Une homologation synonyme de commandes pour la société qui a triplé sa production dans ce domaine en 2009 et vise à terme un chiffre d'affaires additionnel de l'ordre de 10 M€. La borne de mesure d'énergie (utilisée pour calculer la consommation d'énergie d'un train), dont le développement a été lancé en 2008 sur le site français de Sablé, en partenariat avec Alstom, a passé avec succès tous les tests critiques auxquels l'a soumis le fabricant du TGV. Un nouveau produit qui intéresse tous les constructeurs de trains, à l'heure des économies d'énergie et de l'évolution de la réglementation, et qui devrait rapidement se traduire par des commandes de plusieurs millions d'euros. Avec l'ouverture à la concurrence du marché ferroviaire européen et la séparation entre gestionnaires des réseaux ferrés et compagnies de transport, cette information devient obligatoire.

Grâce à ces innovations et son savoir-faire historique, Mors Smitt (fruit du rapprochement de deux entreprises française et néerlandaise centenaires) est un acteur incontournable de son marché à l'international. Face à des marchés européens en croissance modérée, le groupe a accentué ses investissements en Asie, notamment en Chine où la société a ouvert un bureau commercial en 2008 (à Hong-Kong) puis lancé une production locale en 2009 dans une usine (à Zhongshan) comprenant à ce jour 50 ouvriers. Une démarche couronnée de succès : exportateur européen vers l'Empire du Milieu, Mors Smitt peut désormais y proposer des produits « Made in China », dont sont demandeurs les donneurs d'ordre locaux. Les ventes en Asie ont explosé en 2009 et la Chine est devenu le premier marché à l'exportation du groupe. Une tendance qui devrait se confirmer en 2010, millésime qui devrait profiter de la reprise des investissements, du déploiement des nouveaux produits et de la forte montée en puissance du marché asiatique. Des perspectives favorables confirmées par le carnet de commandes, supérieur de plus de 10 % par rapport à l'exercice précédent.



De gauche à droite : Eric Pinon, Nathalie Lameyre, Matthieu Delavenne

Après des années 2007-2008 marquées par la montée en puissance de la concurrence et l'apparition de nouveaux acteurs, Credirec a bénéficié en 2009 d'un retour à la normale sur son marché, le recouvrement amiable de créances civiles. Ce domaine concerne essentiellement le recouvrement de crédits à la consommation (d'un montant moyen de 2 000 € par dossier) et automobile (7 000 €). Une activité sur laquelle le groupe est un des leaders français avec pas moins de 250 000 dossiers confiés en 2009. Le tout pour un chiffre d'affaires en progression de 30 % à 40,9 M€.

DE NOUVEAUX RELAIS DE CROISSANCE

Ses deux axes de développement ont toutefois évolué différemment. Dans la continuité des exercices précédents, la gestion pour compte de tiers (activité dite de « servicing », qui consiste à gérer le recouvrement de créances pour le compte d'un établissement financier) a souffert, avec une rentabilité en baisse, notamment en raison d'un problème informatique d'approvisionnement apparu pendant quelques mois chez un de ses principaux partenaires. D'un autre côté, la gestion pour compte propre via l'acquisition de portefeuilles est demeurée vigoureuse, mais aussi très saisonnière.

CHIFFRE D'AFFAIRES

40,9 M
euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE PARIS // DATE DE CRÉATION
1993 // SITE WWW.CREDIREC.COM
INVESTISSEMENT OPEC DATE DE L'INVESTISSEMENT
AVRIL 2006 // PARTICIPATION 9,8 %
MONTANT 2,5 M€ // EQUITY 39 % - 61 %



SPÉCIALISTE DU RECOUVREMENT DE CRÉANCES CIVILES

— La crise a eu un effet bénéfique sur notre marché en faisant disparaître certains acteurs qui y étaient entrés récemment avec une politique de prix agressive. La concurrence redevenue normale, les opportunités d'investissements se sont à nouveau présentées.

Nathalie Lameyre, Présidente

En effet, sur les 22 M€ de portefeuilles acquis, 17 M€ l'ont été sur les deux derniers mois de l'année. Un phénomène déjà enregistré en 2008 (où 16 M€ d'acquisitions sur 23 M€ avaient été réalisés au dernier trimestre) qui s'explique notamment pour des raisons comptables côté vendeur. En tout, Credirec a pu se porter acquéreur de deux tiers des dossiers présentés.

L'évolution de son activité a poussé le groupe à accroître les effectifs de sa filiale enquête, passés de 39 à 48 personnes. Nouveauté 2009 pour cette branche : conduire des enquêtes pour des tiers, ce qui ouvre d'autres relais de croissance potentiels. Mais au total, les effectifs du groupe ont légèrement baissé sur l'année, passant de 217 à 207 personnes, sans licenciement.

Dans la continuité de ce qui a été entrepris ces deux dernières années, Credirec devrait poursuivre sa stratégie d'acquisitions de portefeuille en 2010, notamment en poursuivant la création de fonds communs de titrisation permettant de co-investir avec des partenaires financiers. Le groupe pourrait regarder des développements en Europe, dans le cadre d'accompagnement de certains de ses clients.

GROUPE BFR

DISTRIBUTION DE MACHINES D'EMBALLAGE ET CONDITIONNEMENT DANS LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE



— C'est la première fois depuis au moins dix ans que nos clients se sont posé la question de la qualité au détriment de l'emballage. Cela nous amène à repenser nos propres produits, notamment pour les rendre plus verts, et à être capables de proposer des innovations techniques.

Antonio Fonseca, Directeur Général

Comme l'ensemble des acteurs présents sur le marché de l'agroalimentaire, le Groupe BFR a souffert en 2009 de la baisse de consommation. Ses clients, les groupes industriels petits, moyens ou grands (y compris les plus grands noms internationaux) ont réduit leur poste investissement, ce qui a entraîné un recul du chiffre d'affaires de la société de l'ordre de 15 %, à 24,5 M€. Ont principalement été touchés l'activité conditionnement et le marché français.

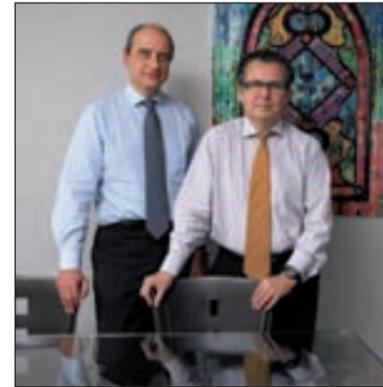
Autre facteur pénalisant pour la société, les prises de décision des industriels de l'alimentaire se sont considérablement réduites : là où un projet met-

tait 6 à 7 mois à se formaliser il y a quelques années, il excède désormais rarement 2 mois, nécessitant une forte réactivité. Pas simple pour le Groupe BFR dont les produits (ensacheuse, filmeuse, peseuse, peseuse associative, trieuse pondérale, détecteur par rayons x, détecteur de métal, ensacheuse verticale, ensacheuse pour bûchettes, ensacheuse sachets préformés, ensacheuse horizon-

tales) proviennent pour l'essentiel de fabricants de renom japonais (Omori, Toyo Jidoki, Toyo Machine, Anritsu, Topack...). Soit en moyenne 5 à 6 mois de livraison. Ce qui a amené la société à maintenir ses stocks malgré la baisse des commandes, mais aussi à retravailler les délais avec ses fournisseurs.

Cependant, le ralentissement économique ne l'a pas empêché de travailler ses perspectives de développement, à commencer par l'international, qui représente désormais près de 50 % de l'activité. Ainsi, le marché espagnol, après l'effondrement de 2008, est-il reparti à la hausse en 2009 (avec plus de 30 % de progression). Le groupe a également mis en place une action de développement sur le marché africain, dont le potentiel est très intéressant en raison du besoin de rattrapage sur les équipements.

L'activité process a également bénéficié de la réorganisation du service technique (25 personnes) en 2008, destinée à privilégier la présence sur le terrain, ce qui a permis d'améliorer la productivité et la production existante. Au final, le Groupe BFR est confiant sur son positionnement sur les emballages souples qui représentent une potentielle baisse des coûts pour les industriels et s'avèrent finalement plus écologiques que d'autres formes d'emballage.



Eric Fouvez et Lionel Puget



FABRICANT DE RÉSINES DE HAUTE PERFORMANCE POUR APPLICATIONS TECHNOLOGIQUES AVANCÉES

Leader européen et n°2 mondial sur son secteur, les résines de haute performance pour les applications technologiques avancées, Axson Technologies a enregistré des évolutions contrastées selon ses marchés en 2009. Si la France et l'Allemagne ont affiché de bonnes performances, d'autres pays comme l'Espagne, l'Italie mais surtout les Etats-Unis, ont davantage souffert de la conjoncture, provoquant un recul de 15 % du chiffre d'affaires à 49,3 M€.

Afin de préserver la rentabilité du groupe dans un contexte de diminution du chiffre d'affaires, le management a mis en place un plan d'action vigoureux de réduction des frais de structure, ce qui a permis à l'entreprise de rester profitable sur la plupart de ses filiales.

Si la clientèle d'Axson demeure très diversifiée, avec plus de 7 000 clients dans le monde - le groupe touche à toutes les industries sur tous les continents - la société a résolument décidé de jouer la carte industrielle, et en particulier celle des entreprises globales fortement internationalisées. Le

— Nous nous orientons vers une stratégie favorisant les marchés industriels et les clients globaux, davantage susceptibles d'utiliser la présence d'Axson dans le monde. C'est d'autant plus important que notre activité est par nature internationale et bénéficiera pleinement d'une telle approche.

Lionel Puget, Président

groupe Axson, avec ses cinq sites de production, représente en effet un partenaire de choix pour les industriels des secteurs aéronautique, automobile, électronique et leur sous-traitance, qui souhaitent fabriquer au plus près du marché.

Axson a su par ailleurs identifier de nouveaux relais de croissance dans la mouvance du développement durable, à l'instar du marché des Eoliennes, de la réparation de canalisations au moyen de matériaux composites sans utilisation de tranchées, ou les adhésifs pour filtres à eau.

Profitant de la montée en puissance des matériaux composites, l'une de ses spécialités, le groupe se positionne sur deux marchés d'avenir : le rail à grande vitesse et la voiture électrique.

Autre conséquence de l'évolution de son marché et de la capacité d'Axson Technologies à s'adapter : le groupe va renforcer sa présence sur les marchés émergents comme la Chine, l'Inde et la Russie. Une démarche qui s'accompagne d'une modification de son positionnement visant à se concentrer sur les industries et les produits où ses résines de haute performance ne peuvent pas être concurrencées par les applications informatiques.

CHIFFRE D'AFFAIRES

24,5 M

euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE EVRY // DATE DE CRÉATION 1960 // SITES WWW.LATINPACK.COM, WWW.LASSOUDRY.COM, WWW.EUROCRI.COM
INVESTISSEMENT OPEC DATE DE L'INVESTISSEMENT FÉVRIER 2007 // PARTICIPATION 28,3 %
MONTANT 1,8 M€ // EQUITY 100 %

CHIFFRE D'AFFAIRES

49,3 M

euros

INFOS SOCIÉTÉ SIÈGE SAINT-OUEN L'AUMÔNE
DATE DE CRÉATION 1938 // SITE WWW.AXSON.COM
INVESTISSEMENT OPEC DATE DE L'INVESTISSEMENT JANVIER 2006 // PARTICIPATION 14,1 %
MONTANT 1,5 M€ // EQUITY 100 %

09

RAPPORT
FINANCIER

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(NORMES IFRS)

M€	2009		2008	
	Consolidé	Consolidé (1)	Retraité Périètre comparable 2009 (2)	
Revenus des activités ordinaires	306,6	271,3	327,8	
Autres produits de l'activité	1,1	-2,4	-1,7	
EBITDA opérationnel courant	47,3	29,8	53,2	
% du CA	15,4%	11,0%	16,2%	
Dotations aux amortissements et provisions	-16,3	-12,7	-16,4	
Autres produits et charges opérationnels	-9,2	0,6	0,8	
Autres produits et charges opérationnels Groupe Grand Sud	13,7	-27,6	0,0	
Coût de l'endettement financier net	-27,5	-22,6	-26,1	
Autres produits et charges financiers	0,8	-0,2	0,0	
Impôts sur les résultats	-2,5	3,4	-1,7	
RÉSULTAT NET	6,3	-29,3	9,7	
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	8,7	-28,5	6,3	

(1) Après affectation définitive des écarts d'acquisition 2008, selon Note 6.3.4 de l'annexe aux comptes consolidés

(2) Hors Groupe Grand Sud, et comme si les acquisitions 2008 avaient été consolidées au 01/01/08

Le chiffre d'affaires 2009 progresse à 307 M€, contre 269 M€ en 2008. À périmètre comparable, la diminution du chiffre d'affaires est limitée à 6 %. L'activité du groupe Léon de Bruxelles est en forte croissance (+13 %), principalement tirée par l'ouverture de nouveaux restaurants. Le ralentissement de l'activité reste très modéré pour les groupes DESSANGE, IMV Technologies et Gault & Frémont (-3 à -4 %), plus important dans le groupe Fiancière de Siam (Siem et Flexitallic, -16 %). Le chiffre d'affaires de Fondis Electronic a été fortement impacté par la crise et a reculé de 55 %, mais ne représente que 3 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le taux d'EBITDA moyen des participations consolidées est de 16,6 % du chiffre d'affaires.

L'EBITDA consolidé est de 47,3 M€, soit 15,4 % du chiffre d'affaires consolidé, contre 16,3 % en 2008. Ce taux de marge d'EBITDA reste élevé, la faible diminution par rapport à l'année 2008 confirme la capacité de résistance des participations.

Les « Autres produits opérationnels » comprennent un produit exceptionnel de 13,7 M€ lié à la déconsolidation du Groupe Grand Sud, correspondant majoritairement à la reprise de la perte constatée en 2008 par application de la norme IAS 27. Les « Autres charges opérationnelles » comprennent une dépréciation partielle du goodwill de Fondis pour un montant de 8,7 M€.

Après prise en compte du coût de l'endettement financier du groupe (27,5 M€) et de l'impôt sur les sociétés (2,5 M€), le résultat est de 6,3 M€, et 8,7 M€ en part du groupe.

BILAN CONSOLIDÉ

(NORMES IFRS)

M€		M€			
ACTIF	2008	2009	PASSIF	2008	2009
	(1)			(1)	
Ecarts d'acquisition	129,1	127,7	Capitaux propres – Part du Groupe	66,1	73,6
Autres immobilisations incorporelles	258,3	249,3	Intérêts minoritaires	49,7	32,3
Immobilisations corporelles	58,2	64,6	Total capitaux propres	115,8	105,9
Autres actifs non courants	35,4	23,8	Dettes financières long terme	305,2	220,0
Actifs non courants	481,1	465,3	Autres passifs non courants	99,8	111,3
Stocks et créances	105,6	85,3	Passifs non courants	405,1	331,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65,5	72,0	Dettes financières court terme	48,4	115,4
Actifs courants	171,1	157,3	Autres passifs courants	83,0	70,0
TOTAL ACTIF	652,2	622,7	Passifs courants	131,4	185,5
			TOTAL PASSIF	652,2	622,7

(1) Retraité de l'effet de l'affectation définitive des écarts d'acquisition antérieurs

CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent au 31 décembre 2009 à 73,6 M€, soit 12 € par action, contre 66,1 M€ et 11,2 € par action au 31 décembre 2008. La variation hors résultat de la période s'explique essentiellement par la distribution de dividendes.

La part des minoritaires comprend la part des managers des participations et autres co-investisseurs.

Elle a été réduite de 12,5 M€ à la suite de la signature en décembre 2009 d'une promesse irrévocable de vente de titres de DESSANGE International par le fondateur du groupe, titres dont l'acquisition a été réalisée le 30 mars 2010.

Les capitaux propres minoritaires inclus s'élèvent à 105,9 M€.

TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

La trésorerie consolidée du groupe est passée de 65,5 M€ au 31 décembre 2008 à 72 M€ au 31 décembre 2009. Chacune des 6 participations est en situation de trésorerie excédentaire.

Le niveau de dette nette consolidée, correspondant aux dettes financières long terme, dettes financières court terme minorées de la trésorerie, est passé de 288,1 M€ à 263,5 M€ :

M€	2008	2009	Var.
Trésorerie	65,5	72,0	+ 6,4
Dettes long terme	305,2	220,0	-18,2
Dettes court terme	48,4	115,4	
DETTE NETTE	288,1	263,5	-24,6

La dette nette présentée dans le bilan consolidé d'OFI Private Equity Capital est composée de :

- la dette nette souscrite par la société OFI Private Equity Capital, d'un montant de 36 M€ au 31 décembre 2009 qui comprend :

- 30,2 M€ d'emprunt obligataire souscrit en 2008, à échéance 2013,

- 15,0 M€ d'emprunt bancaire souscrit en 2007, dont le renouvellement jusqu'à septembre 2011 a été obtenu après la clôture,

- (9,2 M€) de trésorerie.

- la dette nette des participations majoritaires du portefeuille, qui se compose de :

- 228,8 M€ d'emprunts bancaires ou crédit bail souscrits dans le cadre des acquisitions ou dans le cadre du financement de leur développement,

- (62,7 M€) de trésorerie, soit une dette nette bancaire de 166,1 M€ pour les 6 participations majoritaires, ce qui représente un niveau de 3,2 fois leur EBITDA 2009,

- 61,4 M€ d'emprunts obligataires de type mezzanine, junior et senior.

Ces dettes sont sans recours possible sur la société OFI Private Equity Capital, la société ne s'étant pas portée en garantie.

Au 31 décembre 2009, l'ensemble des sociétés du groupe respectent leurs covenants sur leurs dettes bancaires et mezzanine, à l'exception de 2 d'entre elles. La renégociation des contrats de ces dettes est en cours à la date d'arrêt des comptes. Par application des normes IFRS et des recommandations de l'AMF, ces dettes ont été reclassées en dettes à moins d'un an, pour un montant total de 77,1 M€.

AUTRES

Les actifs immobilisés augmentent sous l'effet des investissements pour un volume de 23 M€, identique au niveau 2008, portant notamment sur des investissements réalisés en vue d'ouvertures 2009 et 2010 de restaurants du groupe Léon de Bruxelles.

Les comptes consolidés dans leur intégralité sont présentés dans le Document de Référence de la société.

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES
PricewaterhouseCoopers Audit
Représenté par Madame Marie-Christine Jetil
Crystal Park – 63 rue de Villiers – 92200 Neuilly sur Seine

DELOITTE & ASSOCIÉS
Représenté par Monsieur Jean-Paul Seguret
185 avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS
Monsieur Pierre Coll
Crystal Park – 63 rue de Villiers – 92200 Neuilly sur Seine

Société BEAS
185 avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine

EXPERT-COMPTABLE
GRANT THORNTON
100 rue de Courcelles – 75017 Paris

Conseil en Communication
Brunswick
10 boulevard Haussmann – 75009 Paris



RCS 642 024 194 Paris

Adresse 12 rue Clément Marot 75008 Paris

Téléphone +33 (0) 1 40 68 60 44

Télécopie +33 (0) 1 40 68 67 91

Site web www.ofi-pecapital.com

Place de cotation Euronext Paris Compartiment C

Code ISIN FR0000038945

Code Reuters OPEC

Code Bloomberg OPEC :FP

Nombre de titres 6 151 542

Flottant 35,1 %

Analystes Christopher Brown, Cazenove

Patrick Jousseau, Société Générale

Gérant OFI Private Equity

Conception, coordination, rédaction Capmot
Conception graphique Oxygène Communication
© Francis Brussat / www.francisbrussat.com
© Getty Images
© Fotolia

20 10

C'est avec sérénité que le Directoire et les équipes d'OFI Private Equity abordent l'exercice 2010. En effet, les entreprises du portefeuille d'OFI Private Equity Capital ont démontré leur capacité de résistance dans un environnement économique instable. A titre d'illustration l'ensemble du portefeuille génère en 2009 une marge d'EBITDA moyenne de l'ordre de 17%.

Ce constat est la résultante d'une combinaison de facteurs déterminants inscrits au cœur de la stratégie développée par le holding industriel diversifié OFI Private Equity Capital : des investissements réalisés avec des niveaux d'endettement maîtrisés dans des PME hautement rentables, dirigées par des équipes de management de tout premier rang, avec des durées de détention adaptées au rythme de développement des entreprises et de leurs équipes.

OFI Private Equity Capital compte bien profiter de la pertinence de sa stratégie pour accompagner les sociétés de son portefeuille tant en croissance interne (développement international, etc..) qu'en croissance externe, tout en restant prêt à saisir de nouvelles opportunités et ainsi diversifier son portefeuille.

Fort de la signature des Principes for Responsible Investments (PRI) de l'ONU en 2009 et de l'élaboration d'une charte RSE en 2010, OFI Private Equity Capital compte poursuivre son aventure industrielle, en tant qu'acteur durable et responsable, tout en créant de la valeur pour ses actionnaires.



12 rue Clément Marot 75008 PARIS | Tél. : +33 (0)1 40 68 60 44
www.ofi-pecapital.com